



# TFU

Promouvoir la  
conservation et  
la mise en valeur durable  
des forêts tropicales

ISSN 1022-5439

ACTUALITÉS DES FORÊTS TROPICALES

Vol. 32 Numéro 2 2023



## Les forêts tropicales: au secours d'une Terre brûlée

La fumée des forêts canadiennes en feu a fait suffoquer les villes américaines; l'océan Atlantique Nord s'est réchauffé à des niveaux jamais vus<sup>1</sup>; et depuis la Grèce et l'Italie jusqu'en Inde et en Chine, des millions d'habitants ont grillé dans une chaleur telle qu'elle a mis en péril leur vie.

L'avalanche de records de température en 2023, dont, selon les estimations<sup>2</sup>, le jour le plus chaud sur Terre depuis 125 000 ans, associée à une succession de tempêtes, inondations et autres épisodes météorologiques extrêmes sont les plus récents signes que l'urgence climatique est à l'œuvre sur notre planète.

Au moment où nous écrivons ces lignes, c'est en zone tempérée que sont ressentis ses pires effets. Cela dit, il est peu probable que les régions tropicales soient épargnées. En effet, les météorologues alertent que le phénomène

climatique *El Niño*, qui engendre généralement des températures plus élevées et des régimes de précipitations bouleversés, y compris sous les basses latitudes, fait sa réapparition<sup>3</sup>.

Lutter contre le changement climatique est le défi de notre temps. Si nous n'y parvenons pas, nous allons aussi perdre le combat contre la faim et la pauvreté qu'incarnent les Objectifs de développement durable. Nous échouerons alors à étendre la prospérité et la sécurité auxquelles toute nation aspire et que nous devons aux futures générations.

Pour ce faire, il est donc capital de transformer les modes d'utilisation des terres. Et la foresterie, à l'instar de l'agriculture, doit devenir plus résiliente face à l'évolution des conditions permettant de générer des avantages socio-

<sup>1</sup> <https://www.dw.com/en/june-2023-was-the-hottest-on-record-eu-climate-body-finds/a-66143166>

<sup>2</sup> <https://abcnews.go.com/US/4th-july-breaks-record-highest-temperature-measured/story?id=100702850>

<sup>3</sup> <https://public.wmo.int/en/media/press-release/wmo-update-prepare-el-ni%C3%B1o>

**Effets favorables des forêts tropicales · Chaînes de blocs · Légalité du bois en Chine et au Viet Nam · Et plus**

### De la biodiversité aux bioénergies tirées du bois: libérer tout le potentiel des forêts tropicales.....3

Lors de la 18<sup>e</sup> session du Forum des Nations Unies sur les forêts, l'OIBT a plaidé le besoin urgent d'investissements significatifs pour permettre à la foresterie durable d'avoir d'importantes retombées économiques, sociales et environnementales. *Secrétariat de l'OIBT*

### Mettre en place un système international de traçabilité du bois durable fondé sur des chaînes de blocs.....7

Une initiative de l'OIBT a testé la technologie des chaînes de blocs pour assurer le suivi de grumes et autres produits bois depuis la forêt jusqu'au marché final en passant par la scierie. *Meng Qian, Luo Xinjian et Li Yinfeng*

### Identifier les exportations de bois à haut risque du Viet Nam vers le Japon.....10

Une étude financée par l'OIBT explore comment identifier les essences à haut risque dans les produits bois exportés du Viet Nam au Japon, y compris ceux utilisant des bois originaires d'autres pays. *T. Fujisaki, Xuan Phuc To et M. Yamanoshita*

### La progression de la vérification de la légalité du bois en Chine.....10

En Chine, la loi forestière révisée encourage sa filière bois à devenir plus durable. *H. Samejima*

### Identifier des essences à bois alternatives au Mozambique.....18

Une lauréate d'une bourse de l'OIBT a identifié des essences susceptibles de se substituer aux piliers de la filière locale du bois. *C. Mucudos*

### Tendances du marché.....21

L'impact de la future pénurie de bois anticipée, notamment de bois de construction, pourrait être le plus important dans les économies en développement. *M. Adams*

### Quoi de neuf sous les tropiques?.....25

### Parutions récentes.....26

### Réunions.....28

**Rédacteur en chef** Ramón Carrillo  
**Rédacteur consultant** Stephen Graham  
**Assistant de rédaction** Kenneth Sato  
**Assistante administrative** Kanako Ishii  
**Traduction** Claudine Fleury  
**Maquette** DesignOne (Australie)  
**Impression et distribution** Hakon Holm Grafisk Aps (Danemark)

*Actualités des Forêts Tropicales* (TFU) est une revue trimestrielle publiée en anglais, français et espagnol par l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT). Son contenu ne reflète pas nécessairement les opinions ou les politiques de l'OIBT. Les articles peuvent être réimprimés librement à condition que TFU et l'auteur(s) soient mentionnés. Prière de communiquer un exemplaire de la publication concernée à la Rédaction.

Imprimé sur papier couché mat certifié par le PEFC et au moyen d'encre végétale à base de soja. TFU est distribué gratuitement à plus de 14 000 particuliers et organisations dans plus de 160 pays. Pour le recevoir, il suffit de communiquer votre adresse complète à la Rédaction. Veuillez nous informer de tout changement d'adresse éventuel. TFU est également téléchargeable en ligne sur le site [www.itto.int](http://www.itto.int), ainsi que dans l'App Store d'Apple et sur Google Play.

Organisation internationale des bois tropicaux  
International Organizations Center – 5<sup>e</sup> étage  
Pacifico-Yokohama, 1-1-1, Minato-Mirai, Nishi-ku  
Yokohama 220-0012, Japon  
Téléphone: +(81)-(0)45-223 1110  
Télécopie: +(81)-(0)45-223 1111  
[tfu@itto.int](mailto:tfu@itto.int)  
[www.itto.int](http://www.itto.int)

**Photo de couverture:** lutter contre le changement climatique est le défi de notre époque. La foresterie tropicale durable est une arme puissante à cet égard. *Photo: G. Delgado*

économiques durables tout en contrecarrant leur contribution aux émissions de gaz à effet de serre.

Comme le décrit l'article principal en page 3, l'OIBT a fait du Forum des Nations Unies sur les forêts une tribune pour mettre en exergue tout le potentiel qu'offrent les forêts tropicales en tant que pilier vital d'une économie bio-circulaire mondiale dynamisée et durable.

En effet, ainsi que l'a expliqué la Directrice exécutive de l'OIBT, Sheam Satkuru, aux décisionnaires, donateurs et spécialistes réunis durant cette rencontre qui s'est tenue en mai à New York, la foresterie tropicale est en mesure de fournir des combustibles ainsi que des produits forestiers ligneux et non ligneux et d'alimenter des moyens d'existence et le développement économique, tout en absorbant dans le même temps le carbone et en conservant la biodiversité.

Produire du bois et de la bioénergie suivant des pratiques durables contribue à atténuer le changement climatique; à capter et stocker du carbone; et à offrir un substitut à des matériaux à haute intensité carbone et des combustibles fossiles, ce qui augmente ainsi la viabilité économique des forêts et des entreprises forestières.

Or, a précisé M<sup>me</sup> Satkuru, ce potentiel est sous-apprécié, ce qui empêche le secteur forestier tropical d'attirer les investissements dont il a besoin.

Au cours de cette session du FNUF, M<sup>me</sup> Satkuru a également souligné l'engagement résolu de l'OIBT à collaborer avec ses membres et partenaires dans la prévention et la gestion des incendies de végétation, qui, redoutent les experts, pourraient devenir plus fréquents au fur et à mesure que le changement climatique ira en s'intensifiant.

Sur le plan des nouvelles technologies, telles que la télédétection, l'OIBT aide ses membres à en tirer parti pour améliorer le suivi des incendies de forêt et la réponse à ces derniers. Un autre domaine crucial de développement technologique intéresse la traçabilité du bois.

En page 7 de ce numéro, Meng Qian, Luo Xinjian et Li Yinfeng, de l'initiative relative aux chaînes d'approvisionnement mondiales vertes, décrivent comment une étude de l'OIBT a permis de tester l'emploi de la technologie des chaînes de blocs pour assurer le suivi de grumes et autres produits bois depuis la forêt jusqu'au marché final en passant par la scierie.

Mieux connues pour leur utilisation à la base des cryptomonnaies, les chaînes de blocs sont aussi de plus en plus utilisées pour gérer les

chaînes d'approvisionnement dans toute une gamme d'industries. Leur emploi dans le suivi des produits agricoles montre que cette technologie offre des possibilités significatives de renforcer la légalité et la durabilité des chaînes d'approvisionnement se rapportant aux forêts tropicales.

Les chaînes d'approvisionnement des bois tropicaux de source légale et durable sont aussi le sujet de deux autres articles. Y sont évoquées les études menées dans le cadre d'un projet de l'OIBT portant sur les dispositifs de vérification de la légalité en Chine et au Viet Nam afin de déterminer les meilleures pratiques pour les opérateurs du bois et les moyens pour les acteurs internationaux de galvaniser davantage le commerce du bois de source légale et durable.

Dans le premier, en page 10, Taiji Fujisaki, Xuan Phuc To et Makino Yamanoshita explorent la manière d'identifier les essences à haut risque dans les produits bois exportés du Viet Nam au Japon, notamment ceux utilisant des bois originaires d'autres pays. Leurs conclusions mettent en lumière l'importance – et les limites – d'exploiter des données douanières pour identifier les cargaisons contenant des essences à haut risque.

Dans le second, en page 14, Hiromitsu Samejima montre comment, en Chine, la Loi révisée sur les forêts encourage la filière locale du bois à devenir plus durable, une bonne nouvelle pour les importateurs soucieux de la légalité des exportations en provenance d'un pays devenu ces dernières années une plateforme mondiale du commerce du bois.

Également dans ces pages, Clérica Mucudos, lauréate d'une bourse de l'OIBT, explique comment, dans les forêts naturelles du Mozambique, elle a pu identifier des essences moins connues susceptibles de remplacer des piliers surexploités de la filière bois locale.

Dans notre rubrique régulière sur les tendances du marché, Mike Adams réunit les résultats de récentes projections sur la filière mondiale du bois pour avertir que l'essor de la demande dans un monde plus prospère et plus urbanisé risque d'excéder l'offre au cours des décennies à venir.

Pouvoir satisfaire cette demande tout en aidant à atténuer le changement climatique, à conserver la biodiversité et à soutenir le développement humain constitue un objectif central de la gestion durable des forêts, et donc de l'OIBT. L'Organisation et ses parties prenantes jouent leur rôle dans la réponse nécessitant que l'ensemble de la société s'attèle à relever nos défis d'échelle planétaire.

# De la biodiversité aux bioénergies tirées du bois: libérer tout le potentiel des forêts tropicales

**Lors de la 18<sup>e</sup> session du Forum des Nations Unies sur les forêts, l'OIBT a plaidé le besoin urgent d'investissements significatifs pour permettre à la foresterie durable d'avoir d'importantes retombées économiques, sociales et environnementales**

**Secrétariat de l'OIBT**  
(itto@itto.int)



**Alimenter la conservation:** s'il est produit suivant des pratiques durables en forêt tropicale, le combustible bois comme ce charbon de bois fabriqué en Côte d'Ivoire peut aider à conserver la biodiversité. *Photo: MALEBI*

Tout en captant du carbone et en conservant la biodiversité, la foresterie tropicale durable offre parallèlement un énorme potentiel inexploité de procurer des biocombustibles ainsi que du bois d'œuvre et des produits forestiers non ligneux, lequel est en outre susceptible d'alimenter des moyens d'existence et le développement économique, a dit la Directrice exécutive de l'OIBT, Sheam Satkuru, devant un parterre de décideurs du monde entier.

Des hauts dirigeants de l'OIBT ont ainsi participé aux côtés de décideurs, donateurs et experts à de multiples manifestations durant la 18<sup>e</sup> session du Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF-18), qui s'est tenue du 8 au 12 mai dernier au siège du FNUF à New York, aux États-Unis d'Amérique.

Dans sa présentation lors d'une table ronde portant sur le thème «Forêts, énergie et moyens d'existence», M<sup>me</sup> Satkuru a mis en avant comment des pratiques de gestion durable des forêts de nature inclusive, innovante et intégrée peuvent réaliser le potentiel des forêts tropicales à procurer, entre autres, une énergie renouvelable.

«Les forêts ont été au cours de l'histoire une source majeure d'énergie et de moyens d'existence et le demeurent, en particulier pour les populations rurales des régions tropicales», a observé M<sup>me</sup> Satkuru. «En tant que sources d'énergie renouvelable au bilan carbone neutre, qui créent parallèlement des emplois en milieu rural et augmentent la rentabilité de la filière bois, elles offrent un immense potentiel. Or, ce potentiel est nettement sous-apprécié et sous-évalué.

De par sa capacité à accroître les revenus, à faire un usage productif de terres de faible rendement et à doper les économies rurales, la bioénergie dérivée du bois est particulièrement bien adaptée à de petits projets d'échelle communautaire, a déclaré M<sup>me</sup> Satkuru. En outre, produire du bois et de la bioénergie suivant des pratiques durables contribue à atténuer le changement climatique en captant et en stockant du carbone et en remplaçant des matériaux et combustibles fossiles à forte intensité carbone, ce qui accroît la viabilité économique des forêts et des entreprises forestières.



**Naviguer vers la durabilité:** la Directrice exécutive de l'OIBT, Sheam Satkuru (à g.) a modéré la Table ronde sur les actions vectrices de transformation durant le FNUF-18. *Photo: Angeles Estrada Vigil ENB/IISD*

«La filière forêt-bois aurait beaucoup à gagner en s'impliquant davantage dans la bioénergie et en exploitant les avantages qu'offrent les ressources énergétiques dérivées du bois», a poursuivi M<sup>me</sup> Satkuru. «Entre autres choses, les résidus de bois que génèrent les scieries et autres installations de transformation offrent d'excellentes possibilités de produire de la bioénergie et réduire ainsi la dépendance à des sources d'énergie traditionnelles plus délétères pour le climat».

Il est donc crucial, a ajouté M<sup>me</sup> Satkuru, que, dans le secteur de l'énergie, soit encouragé le développement de la bioénergie à partir du bois.

M<sup>me</sup> Satkuru a également passé en revue les autres éléments capitaux permettant que la biomasse forestière procure des combustibles durables: la restauration des terres dégradées au moyen d'essences à croissance rapide à cette fin; la diffusion des technologies et savoir-faire en matière d'exploitation des résidus ligneux; le respect des systèmes traditionnels d'approvisionnement en bois de feu et charbon de bois; et assurer que l'usage accru de biomasse ligneuse ne débouche pas sur la déforestation et la conversion de forêts naturelles.

### Encadré 1: Renforcer la coopération internationale contre les incendies de végétation

Sachant que les forêts tropicales représentent environ un tiers de la surface forestière mondiale, la coopération internationale est vitale pour les protéger, de même que les avantages qu'elles procurent, face à la menace grandissante des incendies de végétation.

Ce sujet a été l'un des principaux points de discussion lors d'un atelier de l'OIBT organisé dans le cadre de la 8<sup>e</sup> Conférence internationale sur les incendies de forêt qui s'est tenue à Porto, au Portugal, du 16 au 19 mai dernier. Y a été adopté un nouveau Cadre de gouvernance des incendies de paysage destiné à encourager la collaboration en matière de gestion des incendies.

Hwan-ok Ma, de l'OIBT, qui modérait cet atelier, a observé que les projets de l'OIBT liés aux incendies de forêt, dont la conception s'inspire des principes énoncés dans les *Directives de l'OIBT sur la gestion du feu dans les forêts tropicales*<sup>1</sup> ont été déterminants pour renforcer les capacités en région tropicale.

Johann Georg Goldammer, Chef du Centre mondial de suivi des incendies, a dit pour sa part que, pour faire progresser la gestion intégrée des incendies et renforcer la coopération internationale dans ce domaine, il était vital de partager les enseignements dégagés en la matière entre les trois régions tropicales.

Lucy Amisah, écologiste des forêts à l'Institut de recherche forestière du Ghana rattaché au Conseil ghanéen pour la recherche scientifique et industrielle (CSIR), a indiqué que les résultats du projet de l'OIBT «Gestion des incendies et restauration post-incendie avec la

collaboration des communautés locales» [PD 284/04 Rev. 2 (F)]<sup>2</sup> ont montré que la gestion des incendies par les communautés pouvait être une approche efficace, en particulier si elle fait appel aux structures de gouvernance de type autorités traditionnelles.

Elvira Gomez Riveron, du Service national des forêts et de la faune (SERFOR) du Pérou, a expliqué qu'un récent projet de l'OIBT [PP-A/56-340-2]<sup>3</sup> avait contribué à renforcer les capacités des autorités locales, des dirigeants locaux et des promoteurs du développement rural dans les régions de Cajamarca, Huánuco, Junín Pasco et Ucayali.

Bambang Hero Saharjo, de l'Université IPB, en Indonésie, a observé qu'un récent projet de l'OIBT ayant pour objectif de renforcer les capacités en matière de gestion de feux de forêt [PP-A/56-340-1]<sup>4</sup> avait donné d'excellents résultats en un court laps de temps, mais que davantage d'efforts de ce genre étaient nécessaires.

Entre autres sujets abordés au cours de cet atelier figurent l'importance de faire appel à des sociologues pour la gestion intégrée des forêts et le besoin de renforcer davantage les lois forestières afin de réduire le risque d'incendies de végétation.

*De plus amples détails ainsi que les présentations sont disponibles sur: [www.ito.int/fr/news/2023/05/26/ito\\_fire\\_guidelines\\_and\\_projects\\_featured\\_at\\_8th\\_international\\_wildland\\_fire\\_conference/](http://www.ito.int/fr/news/2023/05/26/ito_fire_guidelines_and_projects_featured_at_8th_international_wildland_fire_conference/)*

<sup>1</sup> Disponible sur: [www.ito.int/fr/policy\\_papers/](http://www.ito.int/fr/policy_papers/)

<sup>2</sup> [www.ito.int/fr/project/id/PD284\\_04-Rev.2-F](http://www.ito.int/fr/project/id/PD284_04-Rev.2-F)

<sup>3</sup> [www.ito.int/fr/project/id/PP-A\\_56-340-2](http://www.ito.int/fr/project/id/PP-A_56-340-2)

<sup>4</sup> [www.ito.int/fr/project/id/PP-A\\_56-340-1](http://www.ito.int/fr/project/id/PP-A_56-340-1)



**Pour éteindre les flammes:** le partage des connaissances et la coopération internationale sont vitaux pour protéger les forêts tropicales contre la menace des incendies de végétation. *Photo: G. Delgado*



**Travailler avec la biodiversité :** formation à la gestion de pépinières et à la culture de tissus dans le cadre d'un projet de l'OIBT dans un village en Thaïlande. Il faut accorder une plus grande attention aux forêts productrices comme moyen de conserver la biodiversité. Photo: Département royal des forêts

Au cours de la discussion, M<sup>me</sup> Satkuru a mentionné la certification comme étant un outil efficace pour évaluer la durabilité et a souligné l'engagement résolu de l'OIBT à collaborer avec ses membres dans la prévention et la gestion des incendies de forêt (encadré 1).

## Amplifier les investissements

Lors d'une table ronde sur l'action vectrice de transformation, M<sup>me</sup> Satkuru a indiqué que, pour que le potentiel des forêts tropicales gérées suivant des pratiques durables se concrétise sous la forme de retombées économiques et environnementales favorables, il fallait d'importants investissements.

En sa qualité de modératrice de cette table ronde, à laquelle étaient présentes des institutions et banques de financement multilatérales et régionales, M<sup>me</sup> Satkuru a animé les discussions sur les actions porteuses de transformation que les pays, organisations et parties prenantes doivent mener pour réaliser les priorités du FNUF à l'horizon 2030, ainsi qu'énoncé dans ses Objectifs mondiaux relatifs aux forêts (OMF).

M<sup>me</sup> Satkuru a par ailleurs mis en avant les liens entre les OMF et les Objectifs de développement durable, ainsi que d'autres engagements internationaux, dont le Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal.

Les participants à cette table ronde ont confirmé que, bien que les financements en faveur des forêts aient augmenté ces dernières années, il restait beaucoup à faire s'agissant de capter des fonds suffisants pour honorer les engagements mondiaux en matière de foresterie, de conservation de la biodiversité et d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à ses effets.

## Assurer un abri à la biodiversité

Durant une manifestation parallèle organisée par la Convention sur la diversité biologique (CDB) et le Secrétariat du FNUF, M<sup>me</sup> Satkuru a remarqué qu'il convenait d'accorder une plus grande attention aux forêts productrices comme moyen de conserver la biodiversité.

«Il est certes important de créer des aires de protection intégrale, mais il ne s'agit que l'un des éléments des stratégies efficaces de protection de la biodiversité», a indiqué M<sup>me</sup> Satkuru. «Car, dans la plupart des pays tropicaux, il est essentiel que les populations utilisent les forêts à des fins productives pour réduire leur pauvreté et doper l'économie. L'OIBT est convaincue qu'il est possible d'exploiter les forêts pour produire du bois et autres biens et services, tout en conservant la grande majorité de la biodiversité qu'elles abritent».

M<sup>me</sup> Satkuru a ajouté que les *Directives OIBT-UICN pour la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité dans les forêts productrices de bois tropicaux*<sup>5</sup>, publiées en 2009, étaient un document marquant qui décrivait les meilleures pratiques à adopter dans les forêts de production pour réduire au minimum les risques pour la biodiversité.

Elle a par ailleurs mentionné l'Initiative OIBT-CDB de collaboration en faveur de la conservation de la biodiversité des forêts tropicales, qui a accompagné entre 2010 et 2020 16 projets à travers 23 pays tropicaux. Cette Initiative a notamment permis de former plus de 400 forestiers en Afrique centrale à la gestion durable des forêts et, en Amazonie, à l'amélioration de la conservation de la biodiversité dans le cadre d'une gestion forestière écologiquement responsable.



**Des possibilités pour l'habitat:** pour réaliser le potentiel des forêts tropicales en gestion durable à générer des avantages économiques et environnementaux, il faut intensifier les investissements. *Photo: Fundación Natura*

S'agissant d'encourager la conservation de la biodiversité dans les forêts tropicales de production, l'une des exigences capitales consiste à mobiliser davantage de moyens, a dit M<sup>me</sup> Satkuru.

«Il faut investir davantage pour continuer d'encourager l'adoption de la gestion durable des forêts dans les forêts de production et restaurer les surfaces dégradées», a-t-elle dit. «Cela réduira la pression sur les aires protégées et aura dans le même temps des retombées environnementales et socio-économiques pour les populations locales et les économies nationales. La foresterie durable est l'un des outils les plus puissants dont nous disposons pour protéger l'extraordinaire biodiversité que recèlent les forêts tropicales.»

Les présentations de l'OIBT lors du FNUF-18 sont disponibles sur: [www.itto.int/fr/direct/topics/topics\\_pdf\\_download/topics\\_id=7460&no=1](http://www.itto.int/fr/direct/topics/topics_pdf_download/topics_id=7460&no=1)

Les présentations délivrées lors de la manifestation de l'OIBT en marge de la 8<sup>e</sup> Conférence internationale sur les incendies de végétation sont disponibles sur: [https://www.itto.int/fr/news/2023/05/26/itto\\_fire\\_guidelines\\_and\\_projects\\_featured\\_at\\_8th\\_international\\_wildland\\_fire\\_conference](https://www.itto.int/fr/news/2023/05/26/itto_fire_guidelines_and_projects_featured_at_8th_international_wildland_fire_conference)

# Mettre en place un système international de traçabilité du bois durable fondé sur des chaînes de blocs

**Une initiative de l'OIBT a testé la technologie des chaînes de blocs pour assurer le suivi de grumes et autres produits bois depuis la forêt jusqu'au marché final en passant par la scierie**

**Meng Qian, Luo Xinjian et Li Yinfeng**

Secrétariat de l'initiative sur les chaînes d'approvisionnement mondiales vertes  
(luoxinjian@itto-ggsc.org)



**Un défi pour la traçabilité:** les scieries, comme celle-ci au Gabon, sont des maillons capitaux des chaînes d'approvisionnement en bois tropicaux au fil desquelles les bois de source légale et durable doivent être traçabilisés. Malaisie. *Photo: Li Yinfeng/GGSC*

S'agissant d'assurer la légalité des chaînes d'approvisionnement liées aux forêts tropicales, l'un des défis majeurs a trait à la capacité à assurer le suivi des grumes et autres produits bois depuis la forêt jusqu'au marché final en passant par la scierie. À cet égard, la technologie des chaînes de blocs offre aux gestionnaires de forêt, organes de certification et autres acteurs ayant un intérêt manifeste à être en mesure de prouver que tel ou tel produit bois provient d'une forêt donnée (en gestion durable) une solution prometteuse à cette problématique.

Une chaîne de blocs s'apparente à un registre ou une base de données réparties composées de blocs de données, ou nœuds qui sont reliés entre eux au sein d'un réseau informatique poste à poste. Pour garantir que les transactions puissent être suivies et soient infalsifiables, une chaîne de blocs associe des technologies incluant des algorithmes consensuels et un chiffrement asymétrique. Un système fondé sur une chaîne de blocs offre l'avantage de permettre la connexion d'une multiplicité d'utilisateurs, de pouvoir traiter de gros volumes de données déstructurées et de protéger le droit de propriété sur les données et la confidentialité.

Mieux connues pour leur utilisation à la base des cryptomonnaies, les chaînes de blocs sont aussi de plus en plus utilisées pour gérer les chaînes d'approvisionnement dans toute une gamme d'industries. Leur emploi pour le suivi des produits agricoles montre que cette technologie offre des possibilités significatives de renforcer la légalité et la durabilité des chaînes d'approvisionnement se rapportant aux forêts tropicales.

## La chaîne de blocs à l'épreuve

En juin 2020, dans le but d'améliorer la légalité et la durabilité des chaînes d'approvisionnement mondiales du bois englobant la production, la transformation, le commerce et la consommation de produits bois dans les pays producteurs et consommateurs

membres de l'OIBT, l'Organisation a lancé une étude<sup>1</sup> visant à appliquer la technologie des chaînes de blocs aux systèmes de traçabilité des bois tropicaux. Conduite par le secrétariat de l'initiative relative aux chaînes d'approvisionnement mondiales vertes (GGSC)<sup>2</sup>, elle a été mise en œuvre en partenariat avec des entreprises du bois situées au Cameroun, au Gabon et en Chine, des entreprises de technologies de l'information, des associations du bois, des gouvernements et des instituts de recherche.

L'étude a rempli ses deux objectifs: développer un cadre conceptuel pour un système de traçabilité des bois tropicaux reposant sur une chaîne de blocs; et explorer l'application pratique d'une chaîne de blocs dans une sélection de pays.

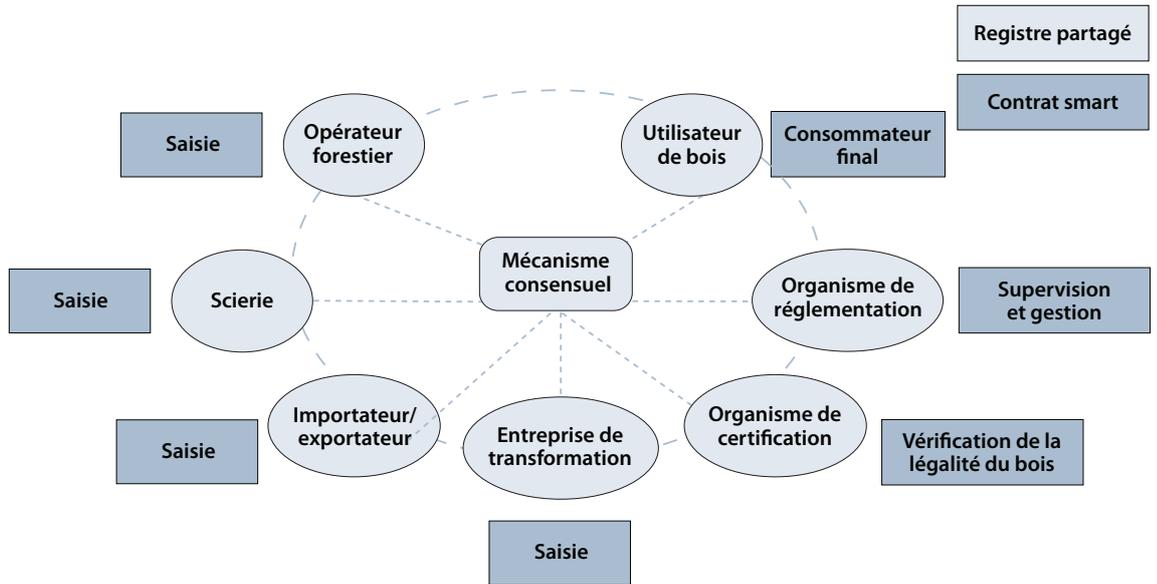
Ce cadre conceptuel a été mis au point à partir d'une analyse de l'application d'une chaîne de blocs suivant trois scénarios – traçabilité de produits de base, traçabilité de céréales et traçabilité de la logistique – et pour la traçabilité d'un éventail de produits agricoles: le pomelo issu de la province chinoise de Guangdong, des produits alimentaires vendus par le distributeur américain *Walmart* et des biens de consommation quotidienne vendus par le distributeur chinois *Tmall*.

Les études de cas portant sur des exportations de sciages tropicaux originaires du Gabon et de grumes tropicales provenant du Cameroun à destination de la Chine qui ont été préparées ont servi à comparer et à analyser la faisabilité d'une traçabilité des bois ayant recours à la technologie des chaînes de blocs et les données nécessaires pour assurer la traçabilité de la légalité du bois. Leurs résultats montrent qu'il a été possible de retracer l'origine des grumes ou des sciages au moyen de cette technologie. Le système de traçabilité basé sur une chaîne de blocs a en effet été en mesure de remonter jusqu'à l'origine

<sup>1</sup> Appui à la mise en place et à l'exploitation de la Plateforme mondiale des chaînes d'approvisionnement légales et durables du Programme de l'OIBT relatif aux chaînes d'approvisionnement légales et durables en bois et produits forestiers tropicaux (PP-A/53-323) dans le cadre du Programme de travail biennal de l'OIBT 2018-2019 (prorogé jusqu'en 2020). Financé par le Ministère allemand de l'alimentation et de l'agriculture (BMEL).

<sup>2</sup> <https://itto-ggsc.org/>

Figure 1 : Schéma conceptuel d'un système de traçabilité du bois fondé sur une chaîne de blocs



du bois, d'améliorer la transparence et l'authenticité de l'origine du bois et ainsi de mieux encourager l'exploitation légale et durable du bois. Les entreprises impliquées dans cet exercice au Cameroun et au Gabon ont dit souhaiter qu'un tel système soit mis en place dès que possible afin de réduire le coût de la vérification de la légalité du bois ainsi que de sa traçabilité et d'améliorer l'efficacité du suivi.

## Le cadre conceptuel

Une chaîne d'approvisionnement en bois complète couvre la totalité du parcours depuis l'unité forestière d'aménagement jusqu'au consommateur final. Effectuer le suivi du bois tout au long de la chaîne d'approvisionnement passe par l'enregistrement et le suivi de diverses informations, dont l'origine, la logistique, le commerce, l'historique de transformation, le statut du produit et sa localisation.

Le cadre conceptuel mis au point dans le cadre de cette étude a été fondé sur le modèle d'une «chaîne de blocs à consortium», à savoir accessible uniquement à des usagers préalablement agréés et régi par des règles et procédures convenues entre les acteurs y participant. Le cadre prévoit trois catégories d'usagers:

- 1) Les participants directs à la production et au commerce de bois, tels que propriétaires de forêt, opérateurs de scierie, importateurs et exportateurs, et entreprises de transformation de bois (et produits dérivés).
- 2) Les principaux organes publics qui supervisent et gèrent la légalité du bois et sa production, tels que les autorités forestières et douanières.
- 3) Les organismes tiers de vérification qui examinent et vérifient les données et informations communiquées par les entreprises de bois.

Tous les participants peuvent saisir les données pertinentes chiffrées dans la chaîne de blocs, où elles sont accessibles à tout usager agréé et quasiment impossibles à falsifier (figure 1). L'ensemble du processus de traçabilité se présente comme suit:

- Au fur et à mesure que le bois progresse au fil de la chaîne d'approvisionnement, le propriétaire forestier, l'opérateur de scierie et l'exportateur mettent en ligne chacun à leur tour les données de transaction et de traçabilité.

- L'organisme tiers de vérification vérifie la légitimité de l'origine du bois et l'authenticité des transactions.
- Dans le pays consommateur, l'importateur de bois et l'usine de transformation mettent en ligne leurs données de transaction pour enregistrer la localisation précise du bois.
- Les pouvoirs publics (par ex., les autorités forestières ou douanières) sont en mesure d'obtenir les données et informations et de les exploiter pour superviser le commerce transfrontière du bois ou encore de prendre des mesures de lutte contre les transactions de bois d'origine illégale.

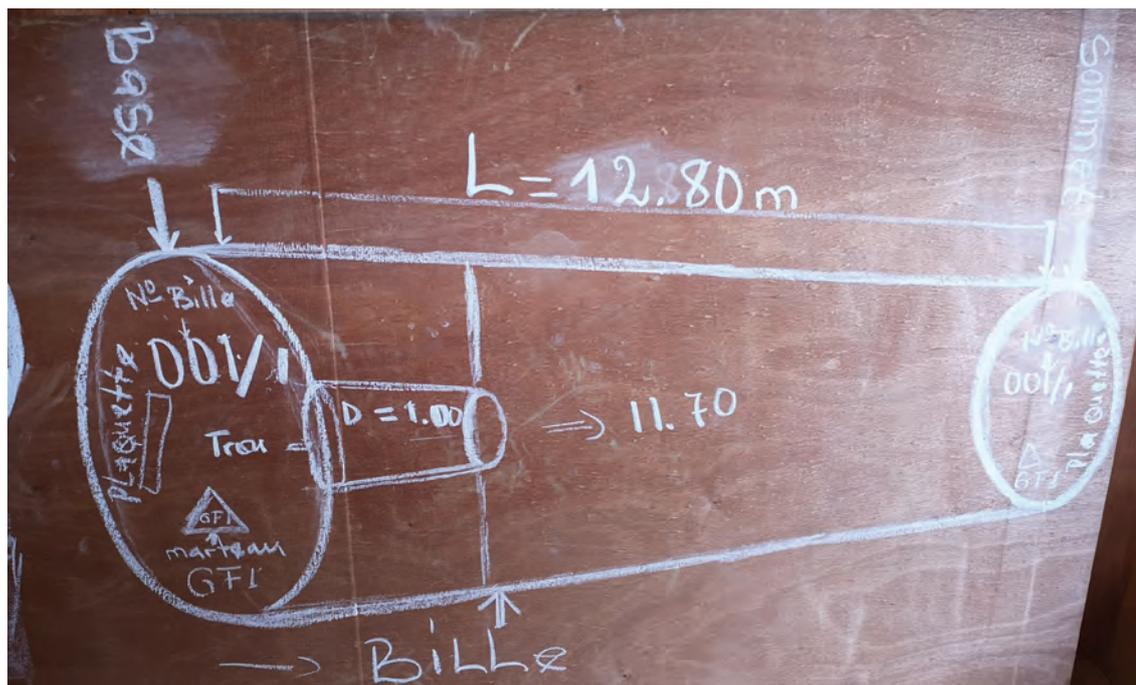
## Conséquences et conclusions

Les acteurs du bois impliqués dans ce projet, et en particulier les propriétaires forestiers et les importateurs et exportateurs de bois, se sont dits très intéressés par le potentiel d'un système de traçabilité du bois reposant sur une chaîne de blocs.

Certaines entreprises et institutions ont d'ailleurs pris contact avec le secrétariat de la GGSC pour s'enquérir des avancées de ces travaux de recherche. Au Cameroun et au Gabon, les entreprises de bois qui ont participé à l'étude ont dit espérer qu'un tel système puisse être mis en œuvre prochainement. Certaines institutions ont aussi invité des techniciens de l'équipe de l'étude à venir donner une présentation sur la traçabilité du bois basée sur une chaîne de blocs.

Il ressort de cette étude quatre conclusions majeures:

- **Il est capital de mettre en place un mécanisme collaboratif pour assurer la mise en œuvre et l'exploitation fructueuses d'un système de traçabilité du bois fondé sur une chaîne de blocs**—Assurer le suivi du bois passe par la participation de nombreux acteurs, tels que propriétaires de forêt, opérateurs de scieries, négociants, entreprises de transformation du bois/produits dérivés, douanes, autorités forestières et organismes tiers de vérification. L'absence d'un quelconque de ces acteurs réduit l'effectivité globale du système. Il est par conséquent crucial de mettre en place un mécanisme collaboratif, de type alliance de parties prenantes, depuis le point de récolte jusqu'à l'utilisateur final, ce afin d'encourager une implication élargie et active dans le système.



**Informations clés:** instructions pour l'étiquetage des grumes tropicales au Gabon. Photo: Li Yinfeid/GGSC

- Le niveau de qualité de l'infrastructure du réseau de communications a un effet sur le coût et l'efficacité d'un système de traçabilité du bois fondé sur une chaîne de blocs**—En raison de la qualité variable des infrastructures du réseau local de communications, un système de traçabilité du bois fondé sur une chaîne de blocs doit être adapté aux conditions d'un pays donné. Par exemple, dans plusieurs pays africains, les installations des réseaux sont médiocres et il n'y a pas de réseau dans les zones forestières. Assurer la traçabilité du bois dans ces conditions signifie qu'il faut trouver des solutions aux problèmes relevant du réseau, ce qui implique des coûts supplémentaires et autres intrants.
- Certaines entreprises ont des inquiétudes concernant la protection des données dans un système de traçabilité du bois fondé sur une chaîne de blocs**—Certaines entreprises sont réticentes à mettre en ligne des données commerciales potentiellement sensibles dans un système de traçabilité du bois fondé sur une chaîne de blocs et n'y voient aucun avantage, en particulier du point de vue de la protection de la confidentialité. Cela illustre la nécessité d'informer et de former les entreprises sur les points forts de la technologie des chaînes de blocs.
- La mise en œuvre et le suivi d'un système de traçabilité du bois fondé sur une chaîne de blocs exige des normes**—L'exactitude des données saisies par les opérateurs dans un système de traçabilité du bois tout au long de la chaîne d'approvisionnement ne saurait être garantie par la seule technologie des chaînes de blocs. C'est pour cette raison que des normes régissant la mise en œuvre et la supervision d'un système de traçabilité du bois fondé sur une chaîne de blocs doivent être fixées et constamment améliorées.

## Préconisations

Au regard des enseignements tirés de cette étude, les préconisations qui suivent pourront être prises en compte lors d'initiatives ultérieures prises en matière de systèmes de suivi et de traçabilité du bois fondés sur une chaîne de blocs.

Dans les pays producteurs, un système de traçabilité du bois fondé sur une chaîne de blocs peut apporter la preuve que le bois a été récolté dans le respect de la légalité et dans des forêts gérées suivant des pratiques durables. Comparé à un système conventionnel, un tel système peut aussi permettre de réduire les coûts, de simplifier les procédures et d'accroître la transparence. Les pays producteurs devraient sérieusement envisager le recours à un système de ce type pour encourager le développement d'industries locales du bois de type durable.

Quant aux pays consommateurs, les informations sur la traçabilité du bois impliquent principalement la fabrication, la distribution et la vente de produits bois. Ces informations sont indispensables à un système de traçabilité du bois fondé sur une chaîne de blocs. Les pays consommateurs devraient activement se mettre en relation avec les pays producteurs et coopérer avec eux pour mettre en place un tel système.

Concernant l'OIBT, comparé aux systèmes en place, un système de traçabilité du bois fondé sur une chaîne de blocs offre des avantages manifestes et présente en outre un grand attrait pour les aménagistes, les organes de certification des forêts et autres acteurs. L'OIBT devrait donc continuer d'encourager la recherche sur les systèmes de traçabilité du bois fondés sur une chaîne de blocs, de manière à ce qu'un plus grand nombre de membres de l'OIBT et autres acteurs puissent participer à cette technologie et en bénéficier; appuyer l'élaboration de politiques et normes relatives à la traçabilité du bois reposant sur une chaîne de blocs; aider à mettre en place les mécanismes collaboratifs nécessaires à leur mise en œuvre fructueuse; et envisager de fournir aux acteurs des informations et des formations sur la technologie des chaînes de blocs.

La version intégrale du rapport définitif est disponible sur demande auprès de M. Luo (luoxinjian@itto-ggsc.org). L'OIBT et le GGSC conduisent actuellement une seconde phase de ce projet, avec le concours financier de la Région administrative spéciale de Macao de la République populaire de Chine.

# Identifier les exportations de bois à haut risque du Viet Nam vers le Japon

**Une étude financée par l'OIBT explore comment identifier les essences à haut risque dans les produits bois exportés du Viet Nam au Japon, y compris ceux utilisant des bois originaires d'autres pays**

**Taiji Fujisaki,<sup>1</sup>  
Xuan Phuc To<sup>2</sup> et  
Makino Yamanoshita<sup>1</sup>**

<sup>1</sup> Institut pour les stratégies environnementales mondiales (IGES)

<sup>2</sup> Institut pour les stratégies environnementales mondiales (IGES)

(fujisaki@iges.or.jp)



**Transparence de la source exigée:** des poteaux importés dans la province de Ninh Binh, au Viet Nam. Photo: T. Fujisaki/IGES

Aujourd'hui devenu un grand fournisseur mondial de produits bois transformés, le Viet Nam se classe désormais second en Asie et cinquième au monde en valeur d'exportation (MARD, 2021). Ses produits bois sont exportés à destination de plus de 140 pays et territoires, son plus grand marché étant celui des États-Unis d'Amérique, qui représente plus de 60% de ses recettes d'exportation, suivi du Japon (10,6%), de la Chine (10,1%), de la République de Corée (6,8%) et de l'Union européenne (4,5 %) (To *et al.*, 2021).

Si les plantations locales sont au Viet Nam une source majeure de bois, le pays est également tributaire des matières premières importées pour alimenter son industrie du bois. Il importe ainsi chaque année entre 5 et 6 millions de m<sup>3</sup> de grumes et sciages, dont 30 à 40% d'essences tropicales, contre 60 à 70% d'essences tempérées (Cao *et al.*, 2021).

Toutefois, les choses ne sont pas aussi transparentes s'agissant de savoir quelles essences importées sont employées dans la filière bois vietnamienne et où les produits du secteur sont consommés. Les précieuses essences de feuillus tropicaux étant une cible lucrative de l'exploitation forestière illégale, des importateurs japonais s'inquiètent de ce que des produits vietnamiens soient susceptibles d'impliquer des essences à risque importées d'autres pays. Malgré la récente impulsion du gouvernement vietnamien à mettre en place des cadres juridiques visant à exclure de l'ensemble des chaînes d'approvisionnement tout bois d'origine illégale, l'absence d'informations et de données exhaustives pourrait entraver les efforts destinés à encourager le commerce de bois et produits dérivés obtenus dans le respect de la légalité.

C'est dans ce contexte que, dans le cadre d'un projet de l'OIBT<sup>3</sup>, a été menée une étude visant à dresser un tableau des produits bois exportés du Viet Nam vers le Japon et à identifier dans ceux-ci les essences importées à haut risque. Nous allons partager ici les principaux résultats et éclairages tirés de cette étude.

Cette étude a considéré que des produits présentaient un risque élevé lorsque des importateurs vietnamiens ont utilisé du bois classé cargaison à haut risque en vertu du décret n° 102/2020/ND-CP relatif au Système vietnamien de vérification de la légalité du bois (désigné par la suite «décret 102»), qui a été publié en septembre 2020. Elle a exploité des données quantitatives et qualitatives. Les données quantitatives ont été extraites des statistiques sur le commerce du bois fournies par le Département général des douanes vietnamiennes. Le niveau de risque a été calculé à partir d'un examen détaillé des données se rapportant aux produits bois qu'a exportés le Viet Nam en direction du Japon entre janvier 2018 et juin 2021, enrichi des éclairages tirés d'entretiens approfondis avec des représentants du Ministère vietnamien de l'agriculture et du développement rural (MARD), les groupes pertinents de la filière et des négociants et transformateurs de bois au Viet Nam.

## Critères de risque

Le décret 102 stipule que le contrôle des importations de bois doit être mené sur la base du pays d'origine et de l'essence concernée. Son article 5 énonce les critères à appliquer pour identifier le risque géographique et l'article 6 est axé sur les critères d'identification des essences à risque (encadré 1).

Le MARD a publié la liste des zones géographiques positives et la liste des essences importées sur le site web du Département de la protection des forêts<sup>3</sup>. Les importations en provenance de pays ne figurant pas sur la liste des zones géographiques positives ou celles d'essences à bois non répertoriées dans la liste des essences sont considérées être des cargaisons à haut risque. D'une manière générale et dans la mesure où elles proviennent de pays qui ne figurent pas sur la liste des zones géographiques positives, la quasi-totalité des importations de bois tropicaux arrivant au Viet Nam sont considérées à haut risque en vertu du décret 102.

<sup>3</sup> Projet de l'OIBT PP-A/56-342B «Analyse des systèmes de vérification de la légalité du bois et des bonnes pratiques en Chine et au Viet Nam pour le commerce durable du bois»

<sup>4</sup> <http://www.kiemlam.org.vn/> (en vietnamien)



**Des traces risquées?** Même les granulés de bois, pour lesquels cette plantation lignicole de la province de Ngh Ann au Viet Nam, a été récoltée, pourraient contenir des traces d'essences à haut risque. *Photo: T. Fujisaki/IGES*

### Encadré 1: Critères de risque des cargaisons de bois stipulés par le décret 102 au Viet Nam

Un pays source est considéré comme présentant un risque faible s'il satisfait à l'un des critères suivants:

- Il est doté d'un système de vérification de la légalité du bois et d'un régime d'autorisation FLEGT (Plan d'action de l'UE relatif à l'application des lois forestières, la gouvernance et les échanges commerciaux) en place.
- Il est doté d'un cadre national de réglementation de la diligence raisonnable couvrant l'ensemble des chaînes d'approvisionnement qui est reconnu par le Système vietnamien de vérification de la légalité du bois.
- Le pays présente un Indice d'efficacité de la gouvernance égal ou supérieur à 0 (sur la base du plus récent Indice mondial de gouvernance de la Banque mondiale) et le cadre de réglementation de l'application par le pays de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) est classé et répertorié de Niveau I par le Secrétariat de la CITES, et il satisfait à l'une ou l'autre des conditions suivantes: i) le pays est doté d'un accord bilatéral avec le Viet Nam sur le bois, ou ii) le pays est doté d'un dispositif national de certification du bois reconnu par le Viet Nam.

Un pays source qui ne répond pas à l'un des trois critères suscités est considéré être une «zone géographique non positive», ce qui indique un risque élevé. Un pays source qui répond à l'un au moins des critères est considéré être une «zone géographique positive», soit à faible risque. Il convient de noter qu'un pays source fait référence au pays d'exportation et ne représente pas nécessairement le pays de récolte.

Une essence importée est considérée à risque élevé si elle est:

- inscrite aux annexes de la CITES ;
- inscrite sous le statut «en danger critique d'extinction» ou «essence rare» sous la Catégorie IA et la Catégorie IIA selon la réglementation vietnamienne ;
- est importée au Viet Nam pour la première fois; ou
- est commercialisée illégalement ou menacée d'extinction dans le pays de récolte tel que déterminé par les autorités vietnamiennes.

Une essence importée ne présentant aucune de ces caractéristiques est déterminée présenter un faible risque.

## Résultats et conclusions

La figure 1 indique la valeur des produits bois exportés du Viet Nam au Japon entre janvier 2018 et juin 2021 qui impliquaient des essences à haut risque, à l'aune des critères de risque énoncés dans le décret 102.

Dans l'ensemble, sur la période couverte par notre étude, les produits bois exportés du Viet Nam au Japon impliquant des essences importées à haut risque ont été faibles en termes de valeur (tableau 1). Au nombre des essences à haut risque concernées, *Khaya senegalensis* (nom commercial: faux acajen), *Dipterocarpus* spp. (keruing), *Pterocarpus* spp. (padauk) et *Entandorphragma* spp. (sapelli) sont les plus répandues, représentant plus de 70% en valeur des cargaisons à haut risque au cours de la période concernée. Ces essences ont été importées depuis le Cambodge, la République démocratique populaire lao et des pays africains.

L'emploi d'essences importées à haut risque varie en fonction des principales catégories de produits. En termes de valeur, la charpenterie affiche le plus haut pourcentage d'essences à risque utilisé, à raison de 1 à 3,6%. Des essences à haut risque ont également été identifiées dans des produits utilisant des panneaux dérivés du bois comme matière première (par ex., meubles de bureau, de cuisine et de chambre). Toutefois, la probabilité que ce type d'essences soit utilisé dans ces produits s'est avérée très faible.

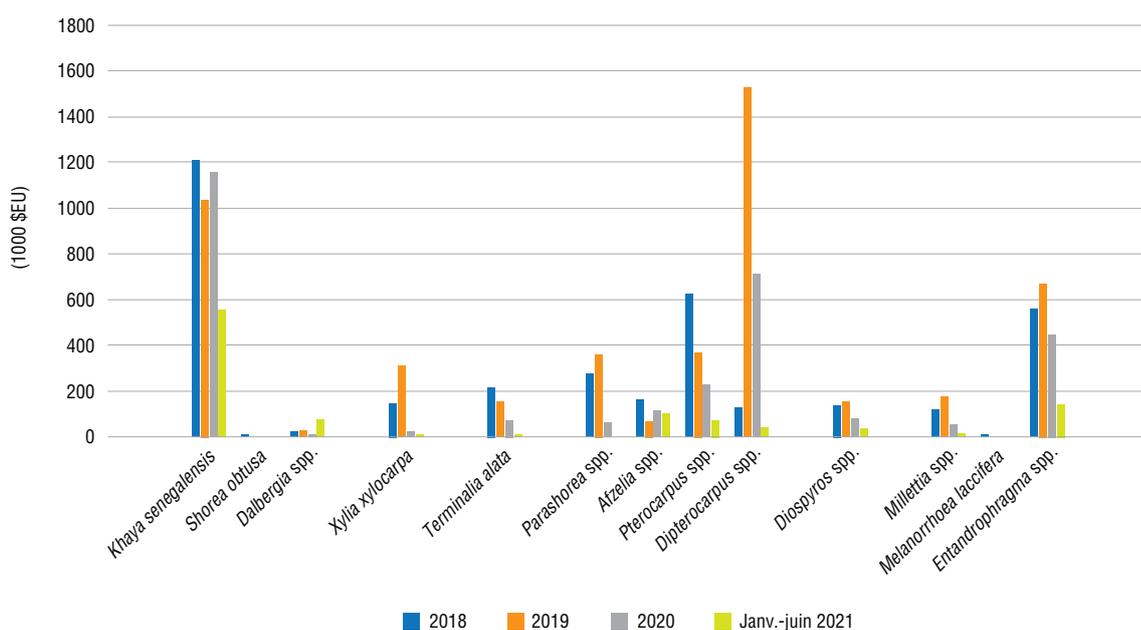
Aucune essence à haut risque n'a été détectée dans les copeaux de bois, les granulés ou les contreplaqués. Toutefois, il est possible qu'une partie des granulés soit fabriquée au moyen de résidus d'essences à haut risque, ce en fonction de leur origine. Certains produits du contreplaqué peuvent utiliser des feuillus tropicaux tels que *Aucoumea klaineana* (okoumé), *Calophyllum* spp. (bintangor) et des feuillus mixtes clairs (MLH). Toutefois, dans la mesure où il est probable qu'une essence à haut risque ne soit employée que dans de faibles volumes, il est possible que les exportateurs ne les déclarent pas. De la même manière, si un produit est fabriqué à l'aide de plusieurs essences (par ex., une chaise confectionnée au moyen de quatre ou cinq essences), elles ne seront pas nécessairement toutes déclarées.

**Tableau 1: Présence d'essences forestières à haut risque par type de principal produit dans les exportations du Viet Nam à destination du Japon, janvier 2018-juin 2021**

Code des douanes (produit)	Aperçu du commerce à l'export (valeurs approximatives)	Essences à haut risque identifiées
SH 440122 (Copeaux de bois)	Valeur annuelle d'exportation de 400-500 millions \$EU. L'acacia est le plus communément utilisé, de même que l'eucalyptus et le pin.	Aucune
SH 440131 (Granulés de bois)	Valeur annuelle d'exportation de 160 millions \$EU. L'acacia est le plus communément utilisé, de même que l'hévéa, l'eucalyptus et le pin.	Aucune
SH 4412 (Contreplaqués)	Valeur annuelle d'exportation de 40-50 millions. L'acacia est le plus communément utilisé, de même que l'eucalyptus et le styrax.	Aucune
SH 4418 (Charpenterie)	Valeur annuelle d'exportation de 50 millions \$EU. 40 essences utilisées; hévéa, chêne, frêne et pin étant prédominantes.	Cinq, keruing et padauk les plus répandues, représentant 1 à 3,6% de la valeur d'exportation.
SH 9401 (Sièges)	Valeur annuelle d'exportation de 120 millions \$EU. Hévéa, acacia, eucalyptus et chêne (d'importation) les plus communément utilisées.	Cinq, faux acajen le plus répandu, représentant 0,4 à 0,9% de la valeur d'exportation.
SH 94033 (Meubles de bureau)	Valeur annuelle d'exportation de 80 millions \$EU. Hévéa, chêne (d'importation), frêne et pin les plus communément utilisées.	Trois, sapelli le plus répandu, représentant seulement 0,002 à 0,050% de la valeur d'exportation.
SH 94034 (Meubles de cuisine)	Valeur annuelle d'exportation de 60 millions \$EU. Hévéa, acacia et pin les plus communément utilisées.	Une, représentant une part négligeable de la valeur d'exportation; aucune depuis 2019.
SH 94035 (Meubles de chambre à coucher)	Valeur annuelle d'exportation de 110 millions \$EU. Hévéa, MDF et pin les plus communément utilisées.	Une, le bois de rose en 2018 représentant une part négligeable de la valeur annuelle d'exportation.
SH 94036 (Autres produits meubles en bois)	Valeur annuelle d'exportation de 110 millions \$EU. Hévéa, acacia, pin, noyer, chêne et pin les plus communément utilisées.	Cinq, représentant 0,26 à 0,35% de la valeur annuelle d'exportation.

Source: To *et al.* (2022)

**Figure 1: Valeur des produits bois contenant des essences à haut risque exportées à destination du Japon, janvier 2018-juin 2021**



Source: To *et al.* (2022)

## Enseignements de l'étude

Bien que les exportations vietnamiennes de bois puissent varier en volume et type de produit en fonction du pays destinataire, et également en termes d'essences utilisées dans les produits, les conclusions de cette étude axée sur les exportations de produits bois depuis le Viet Nam en direction du Japon semblent dans leurs grandes lignes applicables à d'autres pays.

Il importe que les autorités compétentes des pays qui importent des produits bois depuis le Viet Nam connaissent les essences à haut risque répertoriées en vertu du décret 102 et requièrent de la part des importateurs qu'ils déclarent clairement l'essence et le pays de récolte, ce qui assurerait la conformité aux réglementations telles que la Loi japonaise sur le bois propre ou encore le Règlement sur le bois de l'Union européenne.

Si une essence entrant dans des produits originaires du Viet Nam est classée à haut risque suivant le décret 102, les autorités pourraient demander aux importateurs de prendre des mesures de diligence raisonnable afin d'atténuer le risque.

Les résultats de notre étude peuvent aussi s'appliquer à l'ensemble du commerce du bois. Comme l'indiquent la figure 1 et le tableau 1, en fournissant aux autorités des pays importateurs une base précieuse pour mener une gestion reposant sur le risque, les données des douanes peuvent aider à identifier les essences qui composent des produits bois commercialisés.

De la même manière, identifier les risques pourrait permettre aux importateurs d'atténuer ceux associés à leurs expéditions. En revanche, il importe de reconnaître aussi les limites des données des douanes, qui proviennent des déclarations des négociants. En effet, l'étude indique qu'il existe des cas où les négociants n'ont pas déclaré les essences utilisées dans leurs produits bois; ils pourront par exemple avoir déclaré uniquement les principales essences d'un produit et omis les essences mineures.

Les critères de risque stipulés dans le décret 102 peuvent être facilement appliqués. Toutefois, les critères utilisés pour évaluer le risque pourront varier d'un pays à l'autre de même que les pays pourront avoir une appréciation différente du niveau de risque présenté par telle ou telle zone géographique ou essence. Les autorités des pays exportateurs et importateurs devraient communiquer entre eux afin de mieux comprendre les cadres juridiques et les critères de légalité de leurs partenaires commerciaux. Les autorités devraient informer leurs importateurs/exportateurs de toute divergence dans les critères de risque entre les pays de manière à ce que des mesures de diligence raisonnable puissent être prises.

Pour en savoir plus sur ce projet, consulter:

[www.itto.int/fr/news/2023/04/05/new\\_analysis\\_of\\_timber\\_legality\\_assurance\\_systems\\_and\\_good\\_practices\\_in\\_china\\_and\\_viet\\_nam\\_released/](http://www.itto.int/fr/news/2023/04/05/new_analysis_of_timber_legality_assurance_systems_and_good_practices_in_china_and_viet_nam_released/)

Pour consulter les produits du projet, insérer son numéro (PP-A/56-342B) dans le moteur de recherche de projets de l'OIBT sur:

[www.itto.int/fr/project\\_search](http://www.itto.int/fr/project_search)

Ce projet de l'OIBT a pu être exécuté grâce à un financement du Gouvernement du Japon.

## Bibliographie

Cao, T.C., Tran, L.H., et To, X.P. 2021. *Market update report on Viet Nam's timber import as of August 2021*. VIFOREST, BIFA, FPA Binh Dinh, HAWA et Forest Trends. Disponible (en vietnamien) sur: [https://goviet.org.vn/upload/aceweb/content/FN\\_Viet%20Nam%20Nhap%20khau%20go%20nguyen%20lieu%208%20thang%202021.24.9.pdf](https://goviet.org.vn/upload/aceweb/content/FN_Viet%20Nam%20Nhap%20khau%20go%20nguyen%20lieu%208%20thang%202021.24.9.pdf)

Ministère de l'agriculture et du développement rural (MARD). 2021. *Proposal on the sustainable and effective development of wood processing industry sector*. (projet de document non publié d'août 2021; en vietnamien).

To, X.P., Cao, T.C., et Tran, L.H. 2021. *Viet Nam's import and export of wood and wood products: Situation in 2020 and trends in 2021*. VIFOREST, BIFA, FPA Binh Dinh, HAWA et Forest Trends. Disponible (en vietnamien) sur: [https://goviet.org.vn/upload/aceweb/content/1626947564\\_BC%20XNK%20G.SPG%20Nam%202020\\_FINAL.pdf](https://goviet.org.vn/upload/aceweb/content/1626947564_BC%20XNK%20G.SPG%20Nam%202020_FINAL.pdf)

To, X.P., Fujisaki, T., et Makino, Y. 2023. *Viet Nam's timber exports to Japan during 2018–2021 with a focus on products made using high-risk species*. Institut pour les stratégies mondiales environnementales (IGES) et Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT), Yokohama, Japon.



**JAPAN GOV**  
THE GOVERNMENT OF JAPAN

# La progression de la vérification de la légalité du bois en Chine

**En Chine, la loi forestière révisée encourage sa filière bois à devenir plus durable**

**Hirimitsu Samejima**

Institut pour les stratégies environnementales mondiales  
(samejima@iges.or.jp)



**Légalement couvert:** une fabrique de parquets en bois à Nanxun, en Chine. Photo: R. Carrillo/OIBT

Récemment achevé, un projet de l'OIBT<sup>1</sup> a évalué la situation des dispositifs de vérification de la légalité du bois en Chine et au Viet Nam et recensé les meilleures pratiques pour les opérateurs dans divers secteurs du bois ainsi que les mesures que pourraient prendre les acteurs internationaux en vue de renforcer le commerce du bois d'origine légale et durable.

Nous présentons ici les résultats de ce projet concernant la Chine, et plus particulièrement un bilan des mesures destinées à traiter la question de la légalité des bois et produits dérivés en Chine dans le cadre de sa loi forestière révisée ainsi que son application par les entreprises du bois.

En Chine, la vérification de la légalité du bois se développe dans le contexte des efforts grandissants qui sont déployés au niveau international dans le but de juguler la récolte illégale de bois et d'encourager la gestion durable des forêts (GDF). La loi Lacey aux États-Unis d'Amérique a été amendée en 2008, suivi par l'adoption en 2010 du Règlement sur le bois de l'Union européenne, puis en 2012 de la loi australienne d'interdiction de l'exploitation forestière illicite. En 2016, le Japon a instauré sa loi sur le bois propre et la République de Corée a amendé en 2017 sa loi sur l'emploi durable du bois.

La Chine devenant un pôle central du commerce mondial des bois et produits dérivés ces dernières années, la légalité des exportations de ce grand producteur a fait l'objet de préoccupations croissantes. Toutefois, certaines entreprises basées en Chine qui exportent vers les marchés européen et américain ont mis en place à titre volontaire une vérification de la légalité. En outre, la loi forestière chinoise a été révisée en 2019 aux fins d'interdire explicitement de traiter des bois illégalement prélevés.

## Un cadre juridique renforcé

Avant sa révision en 2019, la loi forestière, adoptée en 1984 et précédemment amendée en 1998 et 2009, exigeait la délivrance d'un permis pour l'exploitation forestière, le transport et la

transformation des bois de production locale. Elle ne prévoyait toutefois aucune disposition pour le traitement de bois d'extraction illégale. Or, la loi pénale promulguée en 1997 stipulait des pénalités pour tout abattage illégal ou arbitraire violant les dispositions de la loi forestière, ainsi que pour l'achat ou le transport de bois provenant de ce type d'abattage.

Suite à cette révision de la loi en 2019, entrée en vigueur en 2020, en vertu de son article 65 il est désormais illégal de «acheter, transformer et transporter du bois dont on est sait sciemment qu'il est d'origine illicite, à savoir abattage illégal ou déforestation anarchique», tandis que l'article 78 prévoit des pénalités pour les infractions. Trois ans après cet amendement, les réglementations connexes n'ont toutefois toujours pas été révisées. Cela dit, il existe au moins deux cas ayant donné lieu, en application de l'article 65 et de la réglementation à l'échelon provincial, à l'imposition de pénalités sur des entreprises en Chine qui avaient acheté ou transformé des bois d'extraction illégale.

## Des initiatives à caractère volontaire

Parallèlement au renforcement du cadre juridique, plusieurs initiatives à caractère volontaire ont été mises en œuvre pour promouvoir le commerce légal de bois en Chine. On citera par exemple le «Système de mise en œuvre de la vérification de la légalité du bois en Chine et normes afférentes» proposé en 2015 par l'Académie chinoise de foresterie (CAF). Deux ans plus tard, les «Lignes directrices relatives au système de diligence raisonnable associé à la légalité du bois en Chine» ont été publiées. Également en 2017, l'Association nationale chinoise de la filière des produits bois (CNFPIA) a formulé la norme «Vérification de la légalité du bois en Chine», qui s'applique à la fois aux bois d'origine locale et importés. Bien que la CNFPIA encourage ses entreprises membres à approvisionner leur bois en accord avec cette norme, elle n'est toutefois pas obligatoire.

Par ailleurs, en 2016, l'Alliance chinoise pour le commerce et l'investissement responsables dans le secteur des produits forestiers a lancé sa «Plateforme chinoise de gestion de la légalité des chaînes d'approvisionnement et d'évaluation des risques».

<sup>1</sup> Projet de l'OIBT PP-A/56-342B «Analyse des systèmes de vérification de la légalité du bois et des bonnes pratiques en Chine et au Viet Nam pour le commerce durable du bois»



**Matières premières:** des grumes d'importation à Suifenhe, en Chine. *Photo: CTWPDA*

Dans le cadre de cette initiative, les candidats qui valident la procédure d'examen peuvent recevoir un certificat de diligence raisonnable et adhérer à l'Alliance nationale pour l'innovation dans le commerce des produits forestiers et l'investissement connexe. En 2021, afin de faciliter le travail des entreprises dans leur vérification de la légalité, cette dernière a publié une version de la plateforme permettant une rapide évaluation. La CAF a également invité les entreprises à participer à un projet pilote de la plateforme d'évaluation du risque en 2021 dans lequel trois entreprises sélectionnées ont commencé à tester cette dernière ainsi que les lignes directrices spécifiques à tel ou tel pays pour leur approvisionnement en bois d'origine légale.

## Opérations outremer

Avant même que la loi forestière ne soit révisée, les agences publiques chinoises et les organisations de la filière avaient encouragé les entreprises chinoises opérant dans le secteur forestier outre-mer à se conformer aux lois et réglementations locales et à la GDF. En 2007, l'Administration forestière d'État (SFA) a ainsi publié un *Guide de la sylviculture durable outremer par les entreprises chinoises*. Il comporte des chapitres sur la planification de la sylviculture, la protection de la biodiversité et les impacts environnementaux des activités forestières, ainsi que sur la conformité. En 2009, la SFA a publié un Guide sur la gestion et l'exploitation durables des forêts outre-mer par les entreprises chinoises. Pour encourager l'emploi de ces deux guides, la CAF a organisé des ateliers de formation destinés aux entreprises chinoises menant des opérations forestières.

En outre, depuis 2009, la SFA et la CAF ont publié des manuels dédiés à la Fédération de Russie, au Gabon, au Guyana, à l'Indonésie, au Mozambique, au Myanmar et à la République démocratique populaire lao. On y trouve des informations et conseils pratiques sur les lois et réglementations locales dans le but d'aider les entreprises à renforcer leurs garanties environnementales et sociales dans leurs opérations sur place pour encourager la GDF. Ils incluent également des dispositions pour la transformation et le transport du bois, la formation et les négociations multipartites. Ces manuels ont été de nouveau révisés après leur mise à l'essai sur le terrain et leur examen par des experts.

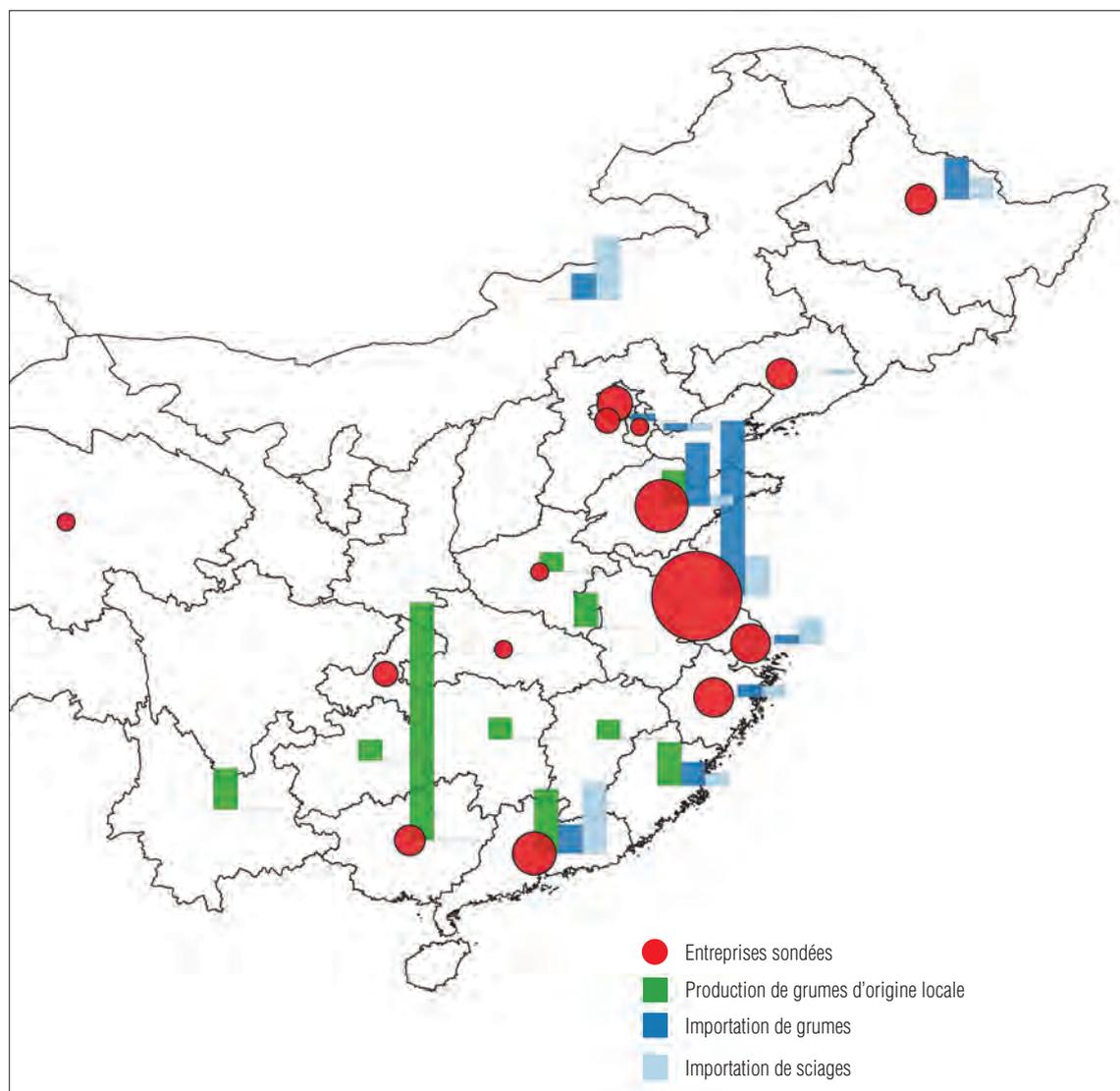
Du côté de la filière, pour aider ses membres à diversifier leurs sources d'importation de bois et réduire le risque d'acquiescer des bois illégaux, l'Association chinoise de la distribution de bois et produits dérivés (CTWPDA) a organisé des approvisionnements groupés ciblés et des réunions interentreprises. Elle publie depuis 2019 à destination des importateurs des listes de contrôle spécifiques aux pays qui servent à vérifier la légalité du bois. En date de 2022, des listes de contrôle, comportant notamment des rubriques consacrées aux droits d'usage sur les forêts, aux permis d'exploitation forestière, à l'immatriculation des entreprises et aux formalités d'exportation, ont ainsi été publiées pour les importations originaires du Cameroun, du Gabon, du Libéria et de la République du Congo. L'Alliance chinoise pour le commerce et l'investissement responsables dans le secteur des produits forestiers consacre également une page de son site web aux lignes directrices par pays, même si le nombre de pays pour lesquelles des informations sont disponibles demeure faible.

## Sondage auprès d'entreprises

Un autre volet de ce projet de l'OIBT concerne un sondage mené en Chine auprès d'entreprises du bois, qui est destiné à évaluer leurs efforts de vérification de la légalité (figure 1). La CTWPFA a coopéré avec notre sondage, qui a été mené en deux phases. La première s'est concentrée sur les entreprises membres de la CTWPDA, qui opèrent essentiellement dans la distribution ou la transformation. La seconde a ciblé les entreprises certifiées dans le cadre des Normes agricoles japonaises, principalement des fabricants de contreplaqués, débités de placage stratifiés et parquets.

Sur les 72 entreprises auprès desquelles des données ont été recueillies, 70 ont indiqué avoir en place un système de diligence raisonnable pour vérifier le caractère légal ou durable de leur approvisionnement en bois et fournir à leurs clients les informations afférentes. En vertu de la loi forestière révisée de 2019, toute entreprise de distribution ou de transformation de bois est tenue de maintenir un registre permanent de ses entrées et sorties de bois et produits dérivés, dont 70 ont confirmé en disposer. Sur celles-ci, 66 ont précisé que leur registre permanent incluait des informations liées à la légalité de leur bois.

Figure 1: Carte indiquant les provinces chinoises où sont présentes un grand nombre d'entreprises du bois et où a été menée l'étude de l'OIBT



Si l'on omet la catégorie des entreprises qui approvisionnent du bois et vendent des produits uniquement sur le marché intérieur, environ la moitié des entreprises appartenant aux trois autres catégories (à savoir celles qui approvisionnent et/ou vendent du bois outre-mer) ont confié avoir obtenu la certification de la légalité pour tous les bois qu'ils ont approvisionnés. Bien qu'on aurait pu s'attendre à ce qu'un pourcentage plus élevé d'entreprises vendant sur les marchés ultramarins aurait obtenu la certification de la légalité pour tous leurs volumes que ceux commerçant sur le marché intérieur, aucun écart significatif n'a en fait été constaté. De la même manière, on pensait qu'un plus grand nombre d'entreprises aurait obtenu la certification de la légalité de leur bois approvisionné localement que pour leur bois importé, mais là aussi l'écart s'est avéré être insignifiant.

Concernant les raisons de requérir la certification de la légalité de la part des fournisseurs, la plupart des entreprises ont cité la loi forestière révisée et autres lois et réglementations en vigueur en Chine. Cela s'est particulièrement vérifié chez les entreprises qui vendent sur le marché intérieur, mais, même au sein de celles commerçant outremer, nombreuses sont celles à avoir invoqué cette raison, en particulier pour le bois d'origine locale. La commercialisation ou les exigences des clients sur les marchés

étrangers ont également été citées au nombre des raisons pour lesquelles les entreprises exigeaient la certification de la légalité de la part de leurs fournisseurs.

## Importer de Chine

Les résultats de ce projet de l'OIBT constituent une ressource utile pour les opérateurs de divers pays important des produits bois en provenance de Chine qui doivent prendre des mesures de diligence raisonnable afin d'éviter d'approvisionner des produits illégaux. Pour être plus précis, les importateurs doivent être conscients du fait que, en accord avec l'article 65 de la loi forestière amendée, les fournisseurs chinois ont obligation de traiter uniquement des bois de récolte légale, ce quelle que soit leur origine ou leur destination marchande. Cela signifie que les importateurs sont fondés à s'enquérir de la manière dont les fournisseurs sont en conformité avec la loi et assurent la légalité de leurs approvisionnements.

Par ailleurs, il importe de noter que les entreprises et pouvoirs publics chinois peuvent avoir des priorités (par exemple la stabilité de la fourniture de bois à destination de la Chine) qui influent sur la question de savoir quels articles et essences



**Des produits exportables:** un espace d'expo-vente de parquets en bois à Nanxun, en Chine. *Photo: R. Carrillo/OIBT*

doivent satisfaire aux normes de légalité. Il est donc important que les importateurs confirment et comprennent les divergences entre leurs propres normes et celles de leurs fournisseurs chinois.

Il est également essentiel de reconnaître que toutes les entreprises chinoises ne remplissent pas leur responsabilité de vérifier la légalité. En effet, seuls 40 à 70% des entreprises sondées ont dit avoir obtenu la certification de la légalité pour tous les bois qu'elles approvisionnent, contre 60 à 70% qui ont rapporté qu'elles rencontraient des difficultés pour vérifier la légalité des bois importés ou d'origine locale. Quoi qu'il en soit, elles sont nombreuses à faire des efforts pour assurer la légalité et la durabilité de leurs approvisionnements, par exemple en changeant leurs sources et en investissant dans des activités en amont. En conclusion, pour assurer un approvisionnement durable de produits bois d'origine légale depuis la Chine, il est crucial d'accompagner les efforts que déploient les fournisseurs en ce sens.

Pour en savoir plus sur ce projet, consulter:

[www.itto.int/fr/news/2023/04/05/new\\_analysis\\_of\\_timber\\_legality\\_assurance\\_systems\\_and\\_good\\_practices\\_in\\_china\\_and\\_viet\\_nam\\_released/](http://www.itto.int/fr/news/2023/04/05/new_analysis_of_timber_legality_assurance_systems_and_good_practices_in_china_and_viet_nam_released/)

Pour consulter les produits du projet, insérer son numéro (PP-A/56-342B) dans le moteur de recherche de projets de l'OIBT sur: [www.itto.int/fr/project\\_search](http://www.itto.int/fr/project_search)

Ce projet de l'OIBT a pu être exécuté grâce à un financement du Gouvernement du Japon.



**JAPAN GOV**  
THE GOVERNMENT OF JAPAN

# Identifier des essences à bois alternatives au Mozambique

**Une lauréate d'une bourse de l'OIBT a identifié des essences susceptibles de se substituer aux piliers de la filière locale du bois**

**Clérica Mucudos**

(lisangela20@gmail.com)



**En quête d'alternatives:** grâce à sa bourse de l'OIBT, la lauréate Clérica Mucudos (à d.) a pu mener des recherches sur des essences à bois tropicales alternatives dans le district de Manica, dans le centre du Mozambique. Photo: Clérica Mucudos

Au Mozambique, les terres boisées du Miombo, les forêts pluviales tropicales et la savane couvrent environ 78% de la surface émergée du pays et recèlent une riche diversité de flore et de faune (Ali, 2011). Ces forêts, qui procurent aux populations locales d'importants biens et services, constituent en outre l'un des principaux secteurs de l'économie mozambicaine.

Si ces trois types de forêts recèlent 118 essences à bois exploitables, seules 18 d'entre elles, dont les propriétés et usages sont connus, sont utilisées dans les régimes d'exploitation forestière sélectifs (DNFFB, 2022). Or, les peuplements de plusieurs essences majeures se sont amenuisés dû à leur surexploitation, de sorte que leurs arbres sont aujourd'hui rares dans les forêts naturelles du pays.

Pour cette raison, certains auteurs (Ogle et Nhantumbo, 2006; Ali *et al.*, 2008; Ueetimane *et al.*, 2009) ont souligné la nécessité d'explorer le potentiel d'essences à bois indigènes moins connues ou moins utilisées afin de, non seulement réduire autant que possible la pression sur les essences les plus recherchées, mais aussi d'accroître la productivité du secteur forestier. Par conséquent, les prélèvements des essences présentes en abondance, mais moins utilisées, doivent être au Mozambique progressivement encouragés et accrus.

Notre étude, menée en mars 2022 dans le cadre d'une bourse de l'OIBT qui nous avait été attribuée l'année précédente, a eu pour objet de faire avancer cet objectif en recensant les essences à bois les plus exploitées dans le district de Manica, une partie très boisée de la province du même nom située au centre du Mozambique.

Dans un premier temps, nous avons sélectionné dans ce district deux scieries et trois marchés du bois pour y recenser les essences transformées et vendues pour divers usages. Il s'agissait de déterminer quelles essences indigènes étaient les plus couramment utilisées afin de permettre, dans un second temps, d'identifier d'autres essences aux qualités similaires.

## Étude des marchés et scieries

Nous avons sélectionné une grande scierie (qui transforme plus de 100 m<sup>3</sup> de bois ronds par jour) et une autre de taille moyenne (transformant entre 5 et 100 m<sup>3</sup> de bois ronds par jour). Leurs dirigeants ont été interviewés au sujet de leurs sources de bois et clientèles ainsi que sur les essences à bois qu'ils transforment. Pour les deux scieries, la liste des essences transformées s'est avérée similaire, ce qui reflète leur même provenance (les districts de Sussundenga, Barue, Macossa et Tambara dans la province de Manica; et certains districts des provinces de Tete et Sofala) ainsi que la demande du marché.

Notre étude a recensé quatre essences à bois intensivement exploitées: *Azelia quanzensis*, *Millettia stuhlmannii*, *Pterocarpus angolensis* et *Colophospermum mopane* (tableau 1). Les trois premières sont transformées dans d'importants volumes et commercialisées sur les marchés locaux sous forme de poutres, planches et lattes, qui sont très demandées chez les fabricants de meubles. Le bois de *Colophospermum mopane*, bien que de qualité supérieure, est difficile à travailler pour la plupart des

**Tableau 1: Essences à bois les plus couramment utilisées dans le district de Manica (classées par ordre de prévalence)**

Classement	Nom scientifique	Non commercial	Nom vernaculaire (Manica)
1	<i>Azelia quanzensis</i>	Chanfuta	Mugoriundo
2	<i>Millettia stuhlmannii</i>	Panga-panga	Mussara
3	<i>Pterocarpus angolensis</i>	Umbila	Mucurambira
4	<i>Colophospermum mopane</i>	Chanate	Mondzo

charpentiers en raison de sa dureté. Il est essentiellement transformé dans les grandes scieries pour être exporté vers la Chine sous forme de sciages.

## Identifier des alternatives

Pour rechercher des essences moins connues, nous avons consulté l'Agent forestier de la Direction des forêts du district de Manica. Il nous a fourni une liste de contrôle élaborée par la Direction nationale des forêts qui répertorie pour chaque province les caractéristiques des essences à bois présentes dans les divers types de forêts. Grâce à cet outil, nous avons pu recenser 12 essences présentes dans la plupart des écosystèmes forestiers de la province de Manica, qui pourraient éventuellement se substituer aux essences à bois les plus surexploitées actuellement (tableau 2). De par leurs caractéristiques, telles que densité, dureté et résistance, elles semblent être adaptées à la fabrication de meubles d'ébénisterie et de petits objets en bois pour la cuisine, à l'artisanat, à la décoration et bien d'autres usages.



**Une autre option:** du bois transformé dans le district de Manica, au Mozambique, où les travaux de recherche ont identifié 12 essences moins utilisées susceptibles de remplacer les piliers de la filière bois locale.

Photo: Clérica Mucudos

**Tableau 2: Essences à bois de substitution dans la province de Manica**

Nom scientifique	Nom commercial	Nom vernaculaire <sup>1</sup>
<i>Amblygonocarpus andongensis</i>	Mutiria	Mutindiri
<i>Berchemia zeyheri</i>	Pau-rosa	S. O.
<i>Bridelia micrantha</i>	Metacha	Mussunguno
<i>Burkea africana</i>	Mucarala	Mucarati
<i>Combretum imberbe</i>	Monzo	Mugodo
<i>Cordyla africana</i>	Mutondo	Mutondo
<i>Dalbergia melanoxylon</i>	Pau-preto	Mfiti
<i>Erythrophleum lasianthum</i>	Missanda	Mussanda
<i>Khaya anthotheca</i>	Umbaua	Mumbaua
<i>Pericopsis angolensis</i>	Muanga	Chianga
<i>Pseudolachnostylis maprouneifolia</i>	Mutolo	Mussondzoa
<i>Swartzia madagascariensis</i>	Pau-ferro	Txindzondzondzo

<sup>1</sup> Au Mozambique, il est courant que le nom d'une essence diffère d'une province à l'autre.

## Opportunités pour les utilisateurs de bois

La bourse de l'OIBT nous a offert une excellente opportunité de cerner en profondeur le secteur forestier de Manica, y compris les raisons pour lesquelles certaines essences à bois étaient exploitées de façon intensive et d'autres sous-exploitées. À la lumière de cet éclairage, nous préconisons que les utilisateurs de bois se rapprochent des services forestiers de leur district ou province afin d'obtenir des informations à jour sur les essences à bois autres susceptibles de se substituer aux essences atteignant aujourd'hui des prix élevés sur le marché en raison de leur rareté en forêt. Cela sera l'occasion pour eux de découvrir de nouvelles essences qui pourraient leur donner des résultats similaires, voire meilleurs. Les conclusions de ces recherches seront partagées avec les institutions universitaires du Mozambique de manière à sensibiliser étudiants, enseignants et autres chercheurs aux possibilités qu'offrent les essences à bois autres dans les forêts naturelles du pays.

### Impact de ma bourse de l'OIBT sur ma carrière et mes attentes futures

J'adore enseigner et apprendre des autres. Chaque opportunité d'échanger des connaissances et d'avoir un impact favorable est vraiment gratifiante pour moi. L'OIBT m'a accordé une bourse à deux reprises. La première m'a permis d'impliquer des étudiants forestiers dans la promotion de la gestion durable des forêts, tandis que la seconde m'a permis d'interagir avec des professionnels de la filière bois afin de réunir des connaissances sur les essences récoltées dans les forêts naturelles du Mozambique à diverses fins. Ces deux bourses m'ont offert d'unique opportunités d'enrichir mes compétences en tant que chercheuse forestière, ce dont je suis très reconnaissante. Suite aux travaux décrits dans cet article, j'espère créer un solide réseau d'utilisateurs de bois qui peuvent œuvrer à promouvoir l'usage durable d'essences de substitution tout en réduisant la pression sur les forêts et préservant leur état naturel.

**Clérica Mucudos**



**Une source de données:** des ouvriers transforment du bois dans l'une des scieries sondées afin d'identifier les essences locales d'usage courant.  
Photo: Clérica Mucudos

## Bibliographie

Ali, A. C., Uetimane, E., Terziev, N. et Lhate, I.A. 2008. Anatomical characteristics, properties and use of traditionally used and lesser-known wood species from Mozambique – a literature review. *J. Wood Science and Technology* 42: 453-472.

Ali, A. C. 2011. *Physical-Mechanical Properties and Natural Durability of Lesser Used Wood Species from Mozambique*. Thèse de doctorat. Faculty of Forest Sciences. Department of Forest Products Uppsala. Swedish University of Agricultural Sciences, Uppsala, Suède.

DNFFB. 2002. *Forest and wildlife law guidelines (Lei de Florestas e Fauna Bravia)*. Décret n° 12/2002.

Ogle, A. et I. Nhantumbo. 2006. *Improving the competitiveness of the timber and wood sector in Mozambique*. USAID, Maputo, Mozambique.

Uetimane, E., Daniel, G. et Terziev, E. 2009. Wood anatomy of three lesser-known species from Mozambique. *IAWA Journal*, Vol. 30 (3), 2009: 277-291.

## Cycle 2023 du Programme de bourses de l'OIBT: le dépôt de candidatures est ouvert

Le dépôt de candidatures à une bourse de l'OIBT est maintenant ouvert! La date limite est le vendredi 1er septembre 2023 à 17 h 00 (JST, heure légale au Japon) et les activités de la bourse doivent débiter après le 1er janvier 2024.

Depuis sa création en 1989, notre Programme de bourses a permis à plus de 1 400 jeunes ou professionnels en activité de 50 pays de renforcer leur expertise dans le domaine de la foresterie tropicale et d'améliorer ainsi leurs perspectives de carrière.

Pour en savoir plus et découvrir si vous êtes éligible, consultez: [www.itto.int/fellowship/application\\_conditions](http://www.itto.int/fellowship/application_conditions)

Pour déposer un dossier de candidature, consultez: [www.itto.int/fellowship/register](http://www.itto.int/fellowship/register)



# Tendances du marché

**L'impact de la future pénurie de bois anticipée, notamment de bois de construction, pourrait être le plus important dans les économies en développement**

Mike Adams

(mis@itto.int)



**Une offre en demande:** des sciages dans un dépôt en Malaisie. Photo: S. Lori

Sur le plan de la demande en bois, les projections pointent un déséquilibre par rapport à l'offre future d'ici le milieu du siècle. En effet, sous l'effet de la hausse du niveau de vie et de l'essor de l'urbanisation, on anticipe une progression spectaculaire de la demande en bois au cours des prochaines décennies. Or, les longs cycles de croissance ainsi que les contraintes pesant sur l'expansion des plantations signifient que l'offre peinera à suivre le rythme.

C'est la Banque mondiale qui a été la première à pointer la pénurie de bois qui se dessine. Dans un rapport de 2016<sup>1</sup>, elle a en effet noté que la demande mondiale en produits bois augmentait rapidement et projette que la demande en bois ronds industriels (BRI) quadruplerait d'ici à 2050. Une telle hausse excéderait cependant de loin la progression de l'offre sur la même période, augmentant le risque d'une exploitation non durable.

Depuis, plusieurs autres analyses sont venues conforter cette prévision que les marchés allaient se resserrer de manière sensible à l'avenir. Le présent article livre une synthèse des principales constatations émanant de trois sources crédibles et en tire quelques conclusions de mauvais augure, en particulier pour les pays ayant enregistré des avancées au niveau de leurs objectifs de développement.

## Perspectives pour les bois tropicaux

En 2021, l'OIBT a publié une analyse de l'offre et du commerce des bois tropicaux à l'horizon 2050<sup>2</sup>. Ses projections ont été calculées à partir d'un modèle ayant pour objet de déterminer les futurs déficits de l'offre par rapport à la demande et les opportunités d'investir dans la foresterie durable.

Selon cette étude, la production d'ensemble de bois ronds dans les régions tropicales va reculer à l'horizon 2050 en raison d'une moindre consommation de combustibles bois, bien que la production totale de ces derniers demeurera plus élevée que celle de BRI.

Néanmoins, dans les trois régions productrices de bois tropicaux que sont l'Afrique subsaharienne, l'Amérique latine et l'Asie du Sud-Est, la production de BRI va augmenter de près d'un quart entre 2015 et 2050. À cette date, ces trois régions seront des exportateurs nets de BRI, pour représenter 19% de la production mondiale.

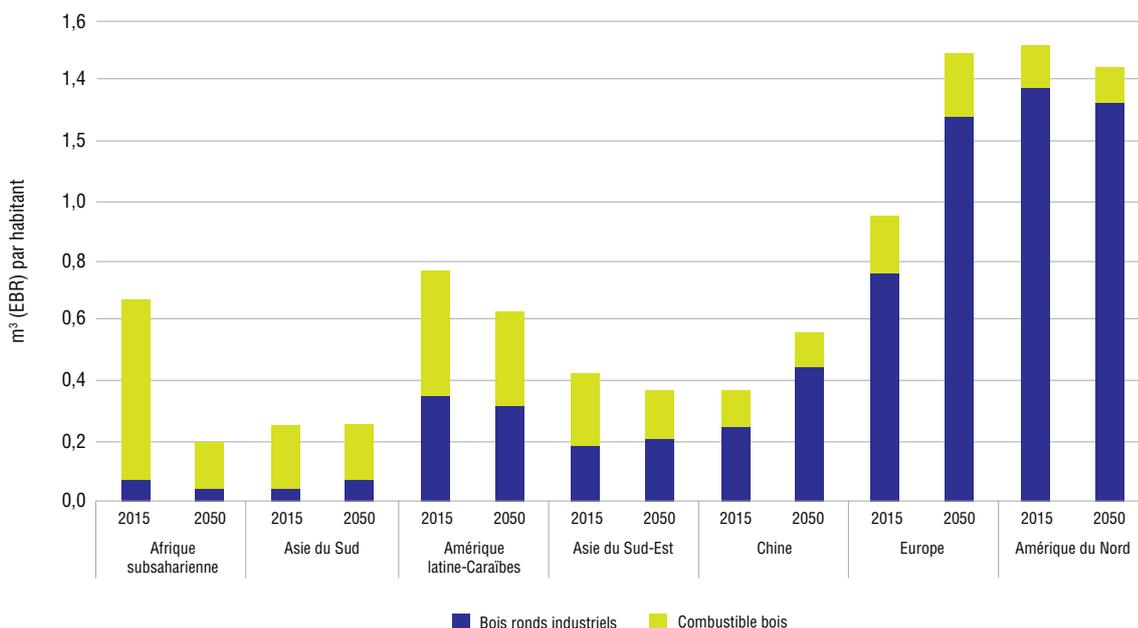
Dans les régions productrices tropicales, les plantations forestières seront les principales sources de BRI en 2050, la production de BRI issue de forêts naturelles devant quant à elle rester relativement stable.

Au nombre des principales projections de ce rapport de l'OIBT figurent également les suivantes:

- La production mondiale de bois ronds va augmenter au total de 13% à l'horizon 2050, à 4,3 milliards de m<sup>3</sup>. Dans les régions productrices de bois tropicaux, la production de bois ronds en 2050 est projetée atteindre un volume total de 1,3 milliard de m<sup>3</sup>, dont le combustible bois représentera 57%.
- La production mondiale de combustible bois va diminuer, de 1,8 milliard de m<sup>3</sup> en 2015 à 1,5 milliard de m<sup>3</sup> en 2050, soit une baisse de 21%. Ce recul sera essentiellement dû à une baisse de la consommation en Afrique subsaharienne.
- La production mondiale de BRI est projetée augmenter de 45% à l'horizon 2050, à 2,8 milliards de m<sup>3</sup>, mais la production d'origine tropicale n'augmentera que de 24%, à 533 millions de m<sup>3</sup>.
- Les plantations ont produit en 2015 un volume estimé représenter 67% de l'offre en BRI dans les régions tropicales, une part projetée augmenter à 73% à l'horizon 2050. Les plus fortes progressions de la surface de plantations forestières sont attendues en Asie du Sud-Est et en Amérique latine.

<sup>1</sup> Banque mondiale. 2016. *World Bank Group Forest Action Plan FY16–20*. Banque mondiale, Washington. Disponible sur: <https://documents1.worldbank.org/curated/en/240231467291388831/pdf/106467-REVISED-v1-PUBLIC.pdf>  
<sup>2</sup> Held, C., Meier-Landsberg, E. & Alonso, V. 2021. *Bois tropicaux 2050: une analyse de l'offre et de la demande futures en bois tropicaux et de leurs contributions à une économie durable*. Série technique OIBT n° 49. Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT), Yokohama, Japon. Disponible sur: [www.itto.int/fr/technical\\_report/](http://www.itto.int/fr/technical_report/)

**Figure 1: Consommation par habitant de bois ronds industriels et de combustible bois en 2015 et 2050 dans une sélection de régions du monde**



Source: *Bois tropicaux 2050* (Held et al., 2021)

- Compte tenu des possibilités limitées d'expansion des grandes plantations, les petits agriculteurs exploitants et les régimes agroforestiers seront amenés à devenir d'importants producteurs. Les uns et les autres nécessitent toutefois d'améliorer encore leur productivité et la qualité de leur bois.
- Les capitaux privés et les incitations à destination des petites à grandes plantations commerciales seront cruciaux pour stimuler la croissance dans ce secteur.

### Des plantations nécessaires

En 2022, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a publié une analyse du secteur forestier mondial qui comportait également des perspectives à l'horizon 2050<sup>3</sup>.

La FAO projette que la consommation de produits bois de transformation primaire va augmenter de 37% entre 2020 et 2050, à 3,1 milliards de m<sup>3</sup> en équivalent bois ronds (EBR) (tableau 1). La demande en produits bois utilisés en substitution à des matériaux non renouvelables (bois massifs d'ingénierie et fibres de cellulose fabriquées) pourrait atteindre jusqu'à 272 millions de m<sup>3</sup>.

En fonction de l'intensité d'exploitation des résidus de la filière bois, comparée à 2020, la demande en BRI qui en résultera pourrait augmenter de 0,5 à 0,9 milliard de m<sup>3</sup> à l'horizon 2050. En outre, il faudrait jusqu'à 199 millions de m<sup>3</sup> pour remplacer les matériaux non renouvelables.

Eu égard à la consommation future de combustibles bois, divers scénarios se profilent. Ils indiquent pour la plupart que la consommation mondiale de bois à usage énergétique issus de forêts se situera entre 2,1 et 2,7 milliards de m<sup>3</sup> en 2050, comparé à 1,9 milliard de m<sup>3</sup> en 2020.

<sup>3</sup> FAO. 2022. *Global forest sector outlook 2050: Assessing future demand and sources of timber for a sustainable economy – Background paper for the State of the World's Forests 2020*. FAO Forestry Working Paper n°31. Disponible sur: [www.fao.org/3/cc2265en/cc2265en.pdf](http://www.fao.org/3/cc2265en/cc2265en.pdf)



**Une demande en plein essor:** la construction résidentielle va stimuler la demande mondiale en bois. Photo: P. Bholanath

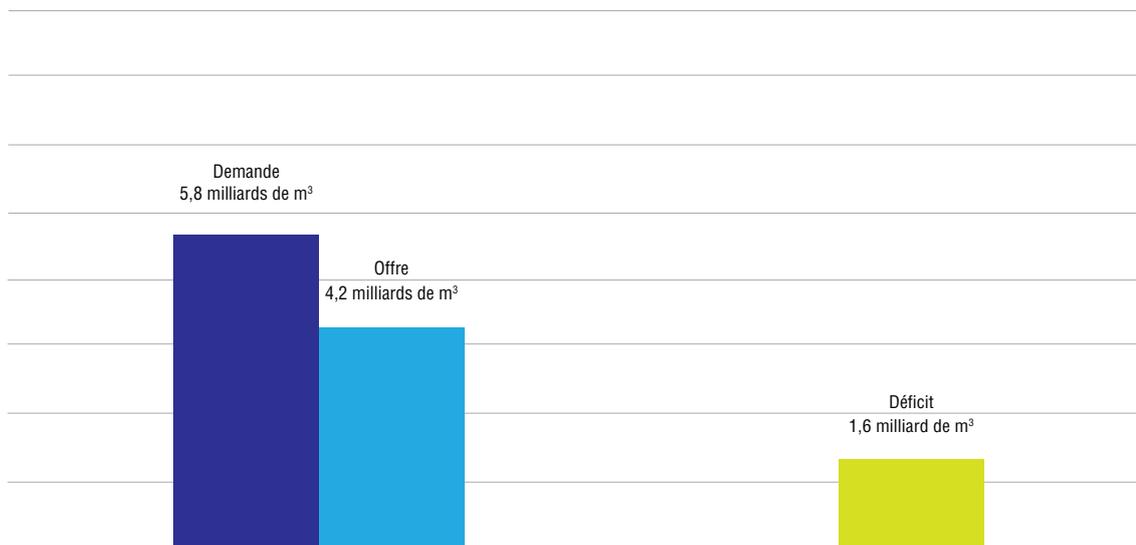
Le rapport conclut que, pour répondre à l'augmentation de base de la demande en BRI à l'horizon 2050, et à supposer que la production en forêt de régénération naturelle reste stable, il faudrait créer au moins 33 millions d'ha supplémentaires de plantations forestières hautement productives. Cette estimation

**Tableau 1: Perspectives pour les principaux produits bois de transformation primaire à l'horizon 2050**

	2020 (millions de m <sup>3</sup> )	2050 (millions de m <sup>3</sup> )	Évolution (%)
Sciages	929	1205	30
Placages et contreplaqués	267	539	102
Panneaux de particules et de fibres	345	593	72
Pâte de bois	745	786	6
<b>Total</b>	<b>2286</b>	<b>3123</b>	<b>37</b>

Source des données: *Global Forest Sector Outlook 2050* (FAO, 2022)

Figure 2: Projection de l'offre et de la demande mondiales en bois à l'horizon 2050



Source des données: *Global Timber Outlook* (Gresham House, 2020)

cadre peu ou prou avec celles d'autres études indiquant que la progression de la surface de plantations se situera entre 20 et 40 millions d'ha d'ici à 2050.

L'étude de la FAO estime quant à elle que les investissements requis pour maintenir et élargir la production de BRI avoisinent 40 milliards \$EU par an à l'horizon 2050.

Satisfaire la demande future en combustible bois exigera que l'on optimise l'affectation des ressources et d'avoir une vision politique claire de la contribution de la dendroénergie au mix des énergies renouvelables en 2050. Car, dans les économies émergentes, le bois combustible restera pour nombre de ménages la principale source d'énergie.

L'étude de la FAO suggère que la demande pour certains produits ligneux utilisés en substitution aux matériaux non renouvelables, principalement dans le secteur de la construction et pour remplacer les polymères à base d'huile minérale (tels que plastiques et fibres de polyester), ira en augmentant. Si le secteur forestier a développé et introduit des produits adaptés à ces marchés, leurs capacités de production demeurent toutefois faibles et il est fréquent que leurs coûts de production ne soient toujours pas compétitifs.

Pour une substitution à grande échelle, les produits bois les plus prometteurs sont les bois massifs d'ingénierie et les produits bois d'ingénierie à destination de la construction. Pour illustrer l'impact potentiel d'une demande accrue en bois dans le contexte d'une économie de type durable, l'étude de la FAO s'est précisément concentrée sur ces produits.

## Construction faiblement carbonée

Une autre étude de perspective sur la filière mondiale du bois a été publiée en 2020 par *Gresham House*, une société de gestion d'actifs financiers basée à Londres<sup>4</sup>.

Les analystes de *Gresham House* ont noté que, au cours des 20 dernières années, la consommation de bois avait augmenté de 1,1% par an. Sur la période des 30 années précédant 2050,

ils ont également indiqué que, sous l'effet de l'urbanisation, de la décarbonation et de l'essor de la construction résidentielle, la croissance devrait s'accélérer de 3,1% par an.

Entre 2020 et 2050, la population urbaine mondiale est projetée augmenter de 53%, une grande majorité d'habitants connaissant une plus grande prospérité. Tant l'urbanisation que la progression du produit intérieur brut par habitant ont pour effet d'augmenter la demande en bois. C'est ainsi qu'en Chine qui, en l'espace de 20 ans, a connu une progression de 96% du nombre de ses habitants en zone urbaine, la consommation de BRI a également progressé de 96%, constate le rapport.

Eu égard à la décarbonation, le rapport relève que, pour tendre vers des émissions nettes nulles d'ici à 2050, la plupart des pays ont fixé des objectifs de réduction de leurs émissions de carbone, et que le bois va jouer un rôle critique dans cette mutation. En outre, la demande en biomasse comme source d'énergie renouvelable connaît aussi un rapide essor.

«L'urbanisation et la décarbonation auront pour double effet que l'on construira davantage de logements et d'édifices plus propres à faible intensité carbone en ayant recours au bois», dit le rapport. «Le bois remplacera de manière grandissante l'acier et le béton à forte intensité carbone.»

En conséquence, *Gresham House* projette une augmentation de la consommation de bois qui va quasiment tripler au cours des 30 années à venir, de 2,2 milliards de m<sup>3</sup> en 2020 à 5,8 milliards de m<sup>3</sup> en 2050 (figure 2).

Cala dit, cet essor de la demande interviendra dans un contexte d'offre soumise aux contraintes qu'imposent le rythme de croissance des arbres et la surface limitée de foncier disponible pour le boisement. Le rapport cite des projections de l'offre en bois durable de long terme à l'horizon 2050 se situant entre 3,7 et 4,7 milliards de m<sup>3</sup> et prévoit que le déséquilibre résultant de l'offre déficitaire (de quelque 1,7 milliard de m<sup>3</sup>) se traduira par des prix du bois plus élevés.

<sup>4</sup> *Global Timber Outlook*. Disponible sur: <https://greshamhouse.com/wp-content/uploads/2020/07/GHGT02020FINAL.pdf>



**Un écart insurmontable?** La prospérité croissante des consommateurs et les investissements dans le résidentiel vont stimuler la demande dans la construction. *Photo: Universidad de Guadalajara*

### Un écart insurmontable?

Dans l'intérim, l'augmentation du nombre d'habitants en zone urbaine se concentre dans des régions où les ressources en bois de construction matures sont insuffisantes. En effet, en Asie et en Afrique, la prospérité grandissante des consommateurs et leurs investissements dans le logement vont augmenter la demande en bois de construction.

Les forêts tropicales naturelles recèlent une grande diversité d'essences présentant des caractéristiques de résistance et de durabilité très différentes, ce qui présenterait un défi pour

produire des produits en bois massif d'ingénierie de type lamibois (LVL) ou bois stratifiés croisés (CLT), par exemple, dont la fabrication est plus facile à partir de bois de plantation uniformes.

Compte tenu de ces perspectives difficiles, les pays tropicaux connaissant une forte croissance économique et une rapide urbanisation devraient être vigilants et des plans doivent être préparés pour faire face à ce déficit de l'offre dans les produits de construction traditionnels en bois.

# Quoi de neuf sous les tropiques?

## **Un projet de l'OIBT lance une application smartphone pour calculer le volume de bois d'un produit**

Le logiciel pour smartphone développé par l'Institut national des forêts du Guatemala peut servir à calculer le volume d'une grume à partir de seulement quelques clichés et simples mesures. L'application permet également de mesurer des grumes pour des produits de type sciages, planches rectangulaires, rondins, sciure de bois, copeaux, pièces de bois et charbon de bois. Cette appli mobile est une réalisation d'un projet de l'OIBT ayant pour objet d'améliorer la traçabilité des chaînes de production forestière au Guatemala. Elle repose sur une méthodologie, des produits et des formules décrits dans un guide pratique de mesure de grumes qui a également été préparé dans le cadre du projet.

Pour en savoir plus, consulter: [www.itto.int/fr/news/2023/06/09/itto\\_project\\_releases\\_app\\_for\\_calculating\\_timber\\_volumes\\_in\\_products\\_using\\_smartphones/](http://www.itto.int/fr/news/2023/06/09/itto_project_releases_app_for_calculating_timber_volumes_in_products_using_smartphones/)

## **Une étude corèlle la déforestation à une diminution des précipitations, situation que pourrait aggraver El Niño**

Une nouvelle étude établit des liens préoccupants entre la déforestation et la diminution des précipitations dans les régions tropicales, avec de possibles conséquences sur la productivité agricole et la sécurité alimentaire. Des chercheurs de l'Université de Leeds au Royaume-Uni s'inquiètent aussi de ce que les épisodes du phénomène *El Niño*, qui se traduisent par une météo plus chaude et sèche dans certaines zones tropicales, pourraient en aggraver les effets, rapporte *Mongabay*. L'épisode d'*El Niño* de 2015-2016 avait ainsi causé des pertes de récolte significatives, des maladies, de la dénutrition, une insécurité alimentaire, une mortalité du bétail et autres épreuves qui avaient touché 60 millions d'habitants à travers le monde. Les chercheurs expliquent que ces tendances réaffirment la nécessité de renforcer la résilience climatique chez les communautés locales.

Cette étude est disponible en anglais dans *Nature* sur: [www.nature.com/articles/s41586-022-05690-1](http://www.nature.com/articles/s41586-022-05690-1)

## **130 milliards \$EU nécessaires pour inverser la déforestation, selon un groupe de réflexion**

Il faudra au minimum 130 milliards \$EU par an pour sauvegarder les surfaces de forêts tropicales à risque d'ici la fin de la décennie et satisfaire l'engagement pris au niveau mondial de mettre fin et d'inverser la déforestation, avertit un groupe de réflexion. Pour atteindre l'objectif convenu par les 140 dirigeants du monde entier lors de la 26<sup>e</sup> Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques tenu en 2021, il faudra réduire la consommation de bœuf et de produits laitiers et que les pouvoirs publics interdisent la déforestation, a déclaré la Commission des transitions énergétiques, selon un article du journal *The Guardian*. Or, à l'heure actuelle, le financement de la protection des forêts oscille en moyenne entre 2 et 4 milliards \$EU par an seulement, a rapporté le groupe de réflexion concernant la question de réussir à satisfaire le but de l'Accord de Paris visant à maintenir le réchauffement de la planète à en deçà de 1,5°C et de mettre en place une économie mondiale à émissions nettes nulles.

Le rapport de la Commission sur les transitions énergétiques est disponible en anglais sur: [www.energy-transitions.org/publications/financing-the-transition-etc-avoiding-deforestation/](http://www.energy-transitions.org/publications/financing-the-transition-etc-avoiding-deforestation/)

## **Au Mexique, des défrichements illégaux menacent une réserve forestière domaniale**

On rapporte qu'une réserve domaniale située dans le sud du Mexique fait l'objet d'une déforestation massive suite au défrichage illégal de terres pour y élever du bétail et autres activités. Entre décembre 2022 et février 2023, un total de 150 alertes à la déforestation dans les limites de la Réserve domaniale de Balam-Ku ont ainsi été dénombrées en l'espace de 15 mois, indique *Mongabay*. Cette déforestation intervient en majeure partie dans le périmètre de la municipalité de Candelaria, où des colons illégaux rasant la forêt pour l'élevage de bétail et l'agriculture sans disposer des permis requis.

Consulter l'article intégral en anglais sur: <https://news.mongabay.com/2023/06/illegal-settlements-hunting-and-logging-threaten-a-state-reserve-in-mexico/>

## **Les bois tropicaux peuvent réduire la demande en plastiques dérivés de combustibles fossiles et contribuer à une économie circulaire**

Le bois, et en particulier le bois tropical, offre des possibilités considérables de réduire l'empreinte environnementale des plastiques en s'y substituant dans les usages quotidiens, a dit la Directrice exécutive de l'OIBT, Sheam Satkuru. Lors de la Journée mondiale de l'environnement, célébrée le 5 juin, dont le thème cette année était «Accélérer l'action pour réduire la pollution plastique et la transition vers une économie circulaire», M<sup>me</sup> Satkuru a plaidé la cause du bois en tant que matériau durable. Utiliser des produits bois en lieu et place de plastiques peut réduire la pollution des plastiques à court terme et, selon une étude de l'OIBT sur le futur de l'offre et de la demande en bois tropicaux, des substituts plastiques compétitifs à base de cellulose pourraient être sur le marché d'ici à 2050.

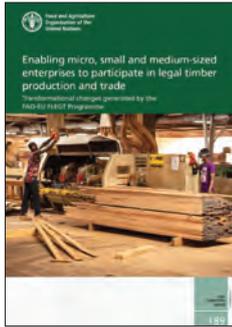
Pour en savoir plus, consulter: [www.itto.int/fr/news/2023/06/05/tropical\\_timber\\_can\\_cut\\_demand\\_for\\_fossil\\_derived\\_plastics\\_and\\_contribute\\_to\\_a\\_circular\\_economy/](http://www.itto.int/fr/news/2023/06/05/tropical_timber_can_cut_demand_for_fossil_derived_plastics_and_contribute_to_a_circular_economy/)

## **Une route traversant la forêt pour rejoindre une nouvelle capitale indonésienne suscite des craintes pour l'environnement**

En Indonésie, une route en construction destinée à améliorer l'accès vers l'intérieur de Bornéo, notamment celui à la nouvelle capitale, Nusantara, suscite des craintes pour l'environnement. Cette route à péage coupe en effet à travers une forêt et un écosystème côtier intégrés qui abritent des espèces telles que l'orang-outan, le nasique ou encore le dauphin d'Irrawaddy, écrit *Mongabay*. Les conservationnistes avancent que la construction de cette route va à l'encontre des affirmations du gouvernement indonésien selon lesquelles la nouvelle capitale respectera les principes d'un développement vert et durable.

L'article intégral est disponible en anglais sur: <https://news.mongabay.com/2023/04/to-build-its-green-capital-city-indonesia-runs-a-road-through-a-biodiverse-forest/>

# Parutions récentes



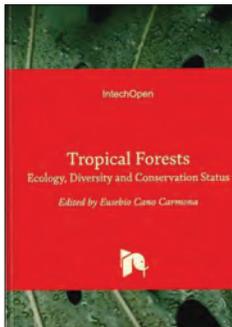
Pohnan, E., Cammaert, B. et Cavanagh, T. 2022. *Enabling micro, small and medium-sized enterprises to participate in legal timber production and trade – Transformational changes generated by the FAO-EU FLEGT Programme*. Étude FAO: forêts, n° 189. Rome, FAO.

ISBN: 978-92-5-137301-9

Disponible en anglais sur: [www.fao.org/documents/card/en/c/cc3107en](http://www.fao.org/documents/card/en/c/cc3107en)

Les micros, petites et moyennes entreprises

(MPME) contribuent à satisfaire la demande mondiale en produits forestiers, à promouvoir des chaînes d'approvisionnement responsables et à doper la croissance économique. Toutefois, un nombre croissant de pays mettent en œuvre des contrôles de vérification de la légalité des produits forestiers. Afin de répondre à ces nouvelles demandes et opportunités du marché et d'en tirer parti, les MPME du secteur forestier auront besoin d'un appui significatif. Cette étude puise dans 110 initiatives menées entre 2016 et 2022 à travers 20 pays bénéficiant du Programme FAO-Union européenne relatif à l'application des réglementations forestières, à la gouvernance et aux échanges commerciaux (FLEGT-FAO-UE) pour montrer comment intégrer de manière rentable et à grande échelle les MPME aux chaînes de valeur du bois local de niveau national et international. Elle évoque les initiatives destinées à améliorer les moyens d'existence reposant sur les forêts, l'équité sociale et la durabilité dans les chaînes d'approvisionnement du bois. Un portefeuille de ces stratégies intégrées dans un programme d'aide complet peut générer des changements transformatifs qui aident les MPME à avoir une croissance durable et à mettre en place des économies plus inclusives et résilientes.



Cano Carmona, E., Maria Musarella, C. et Cano Ortiz, A. (eds). 2023. *Tropical Forests - Ecology, Diversity and Conservation Status*. IntechOpen. DOI: 10.5772/intechopen.104009.

ISBN: 978-1-83768-575-2

Cette publication examine différentes manières d'aborder la conservation et le développement de biomes tropicaux. Au travers de ses chapitres est analysée la biodiversité et sont mis en lumière les services écosystémiques comme élément fondamental de la conservation et du

développement écologique des forêts tropicales. Les auteurs proposent que, dans les pays, les institutions s'impliquent dans les efforts de conservation et présentent des études sur l'écologie, la flore et la végétation des écosystèmes tropicaux.



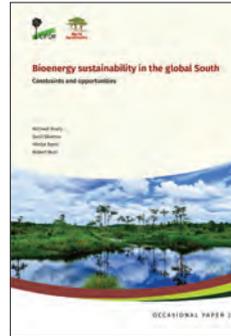
OIBT. 2018 (nouvelle publication en 2023). *Lignes directrices de l'OIBT sur l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes*. Série Politique forestière n°22. Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT), Yokohama, Japon.

ISBN: 978-4-86507-057-6

Disponible sur: [www.itto.int/fr/policy\\_papers/](http://www.itto.int/fr/policy_papers/)

En republiant ses *Lignes directrices sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes* déjà parues en 2018, l'OIBT montre qu'elle est résolue

à prendre en compte de manière systématique la problématique hommes-femmes et à valoriser les résultats en matière d'égalité entre les sexes dans l'ensemble de ses travaux de politique et de projets. Pour faciliter leur consultation, elles ont été ajoutées au *Manuel de formulation des projets de l'OIBT* en appendice D, qui apporte des orientations supplémentaires en matière d'analyse sexospécifique. Ces Lignes directrices servent de cadre pour intégrer et systématiquement prendre en compte la dimension sexospécifique dans les politiques, plans, programmes, projets et activités de l'OIBT ainsi qu'au niveau de son fonctionnement interne, et elles ont pour objet d'améliorer l'impact et l'efficacité des opérations de l'Organisation dans tous les domaines et à tous les niveaux.



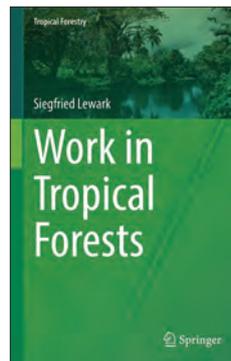
Brady, M., Sharma, S., Baral, H. et Nasi, R. 2023. *Bioenergy sustainability in the global South: constraints and opportunities*. Occasional Paper 2. Centre de recherche forestière internationale (CIFOR), Bogor, Indonésie; et World Agroforestry (ICRAF), Nairobi, Kenya.

ISBN: 978-92-5-135864-1

Disponible en anglais sur: [www.cifor.org/knowledge/publication/8846](http://www.cifor.org/knowledge/publication/8846)

Nombre de pays ont adopté les bioénergies

dans le cadre de leur stratégie visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et atteindre les cibles fixées par l'Accord de Paris sur le climat. Les bioénergies deviennent un substitut aux combustibles fossiles en raison de leur efficacité accrue, de leurs coûts de production moindres, d'une législation favorable et d'incitations à y investir. Cette étude permet de mieux comprendre les problématiques liées aux bioénergies, leur potentiel et leur durabilité afin d'éclairer les pays du Sud global et de leur apporter des orientations concernant l'intégration des bioénergies dans leurs programmes énergétiques nationaux en proposant un cadre simplifié de durabilité pour les bioénergies ligneuses.



Lewark, S. 2022. *Work in Tropical Forests*. Springer Verlag, Berlin, Allemagne.

ISBN: 978-1-905164-78-3

Disponible en anglais sur: <https://link.springer.com/book/10.1007/978-3-662-64444-7>

Cet ouvrage présente un résumé du volume, des types et des conditions de travail dans les plantations tropicales et les forêts naturelles du point de vue des sciences du travail. Il couvre les travaux des employés déclarés et non déclarés ainsi que des petits usagers de la forêt pour leur propre compte, y compris

femmes et enfants. Les aptitudes des travailleurs et les efforts qu'ils fournissent pour s'acquitter de leur tâche, en termes de performance et de charge de travail, sont décrits avec à l'appui des exemples tirés d'études publiées. Les facteurs d'influence, dont des aspects d'ordre organisationnel, technique et managérial, sont aussi pris en compte. Pour aider à la compréhension, le développement des sciences du travail forestier est également évoqué.



Konijnendijk, C., Devkota, D., Mansourian, S. et Wildburger, C. (eds.). 2023. *Forests and Trees for Human Health: Pathways, Impacts, Challenges and Response Options*. A Global Assessment Report. IUFRO World Series Volume 41. IUFRO, Vienne, Autriche.

ISBN: 978-3-903345-20-1

Disponible en anglais sur: [www.iufro.org/science/gfep/gfep-initiative/panel-on-forests-and-human-health/](http://www.iufro.org/science/gfep/gfep-initiative/panel-on-forests-and-human-health/)

Ce rapport présente les conclusions de la huitième évaluation mondiale du Groupe d'experts mondial sur les forêts (GFEP). Il réunit les éléments scientifiques disponibles établissant des liens entre les forêts et la santé humaine et recense les arbitrages, synergies et opportunités de renforcer les politiques, programmes et activités destinés à renforcer les effets bénéfiques des forêts sur la santé chez diverses populations et dans des contextes différents. Créé en 2007 au titre d'initiative du Partenariat de collaboration sur les forêts (PCF), le GFEP répond à des enjeux critiques de politique forestière en réunissant la somme des connaissances et de l'expertise pour apporter aux décideurs des informations objectives et précises et contribuer ainsi à améliorer la gouvernance internationale des forêts et à la rendre plus efficace.

# Nouveau Forum mondial sur le bois de source légale et durable

**21-22 novembre  
2023 au Galaxy  
International  
Convention Center,  
R.A.S. de Macao, Chine**

Dans le but d'accélérer la mise en place de chaînes d'approvisionnement légales et durables pour les produits bois, l'OIBT et l'Institut de promotion du commerce et de l'investissement de Macao (IPIM) vont coorganiser le premier Forum mondial sur le bois de source légale et durable qui va se tenir dans la Région administrative spéciale (R.A.S.) de Macao, en Chine.

Les deux organisations ont annoncé la mise en place de ce Forum en vue d'aider la filière mondiale du bois à accroître sa production de produits bois de source légale et durable tout en maintenant les importantes valeurs des forêts. Ce Forum va encourager la collaboration et l'échange de vues et d'informations entre les parties prenantes de la filière à travers le monde, à savoir producteurs, acheteurs, transformateurs et acteurs du marché.

Le Programme de l'OIBT relatif aux chaînes d'approvisionnement légales et durables (LSSC) est directement lié à la mise en place des chaînes d'approvisionnement en bois tropicaux obtenus dans le respect de la légalité et suivant des pratiques durables, ce dans le cadre d'une approche à plusieurs volets intégrant cadres gouvernementaux, initiatives du secteur privé, ressources financières et renforcement des capacités. Dans le cadre de ce Programme, l'OIBT a organisé en octobre 2019 à Shanghai, en Chine, le «Forum international: Tous ensemble en faveur de chaînes d'approvisionnement mondiales vertes», qui a été le premier dialogue d'échelle mondiale axé sur l'amélioration de la légalité et de la durabilité dans les chaînes d'approvisionnement en bois tropicaux.

## Co-hôtes et organisateur

Le Forum mondial sur le bois de source légale et durable sera conjointement accueilli par l'OIBT et l'IPIM et organisé par le Secrétariat de l'Initiative relative aux chaînes d'approvisionnement mondiales (GGSC). Le thème de l'édition 2023 sera «Connecter, coopérer et partager pour favoriser le redressement du marché mondial des bois tropicaux».

Des forums subsidiaires spécialisés seront conjointement organisés par des organismes partenaires. Ils pourront être consacrés à une sélection de sujets liés à la légalité et à la durabilité du bois, aux ressources en bois durable et à leur commerce, aux technologies et équipements de pointe de la transformation du bois, à la finance verte et au développement durable de la filière bois.

## Date et lieu

Le Forum mondial sur le bois de source légale et durable 2023 se tiendra les 21 et 22 novembre 2023 au Galaxy International Convention Center, R.A.S. de Macao, Chine.

## Objectifs

Le Forum mondial sur le bois de source légale et durable vise à intensifier le réseautage, la collaboration et les échanges interentreprises entre les acteurs de la filière forêt-bois – à savoir producteurs, acheteurs, industrie de la transformation et acteurs du



Photo: Sukiman

marché – dans l'objectif de: promouvoir la gestion durable des forêts; mettre en place des chaînes d'approvisionnement en produits bois de source légale et durable; faciliter l'emploi et le commerce de produits bois de source légale et durable au sein d'un environnement commercial stable, transparent et prévisible; et contribuer au développement durable et à l'atténuation du changement climatique.

## Structure du Forum

Le Forum se tiendra annuellement et sera articulé en deux niveaux: 1) le Forum mondial sur le bois de source légale et durable; et 2) des forums subsidiaires spécialisés.

## Informations complémentaires

Le Forum mondial sur le bois de source légale et durable 2023 devrait attirer environ 500 participants issus d'entreprises du bois et de sociétés de commerce, d'associations de la filière et d'entreprises, de gouvernements, d'organisations internationales et d'instituts de recherche.

Une exposition sur la filière du bois de source légale et durable sera organisée en marge du Forum et des forums spécialisés, à raison de 20 à 30 stands pour un premier essai.

Un parrainage sera assuré pour une sélection de conférenciers et panellistes et un nombre limité de participants de pays en développement. Un service d'interprétation simultanée en anglais, chinois (mandarin), espagnol, français et portugais sera assuré.

Des informations détaillées sur le lieu, les formalités d'inscription et l'hébergement seront publiées sur le site web de l'OIBT en temps voulu sur: [www.itto.int/fr/events](http://www.itto.int/fr/events)

**Pour de plus amples renseignements, prière de contacter:**  
l'OIBT: M. LI Qiang ([li@itto.in](mailto:li@itto.in))  
l'IPIM: M. Steve CHAN ([pcel@ipim.gov.mo](mailto:pcel@ipim.gov.mo))  
le Secrétariat du GGSC: M<sup>me</sup> GAO Xuting ([gaoxuting@itto-ggsc.org](mailto:gaoxuting@itto-ggsc.org))

## Annonces de postes vacants à l'OIBT :

- Directeur (H/F) – Gestion forestière
- Directeur (H/F) – Industrie forestière

Les candidatures accompagnées d'une lettre de motivation indiquant comment le/la postulant(e) satisfait aux qualifications requises et d'un curriculum vitae doivent être transmises par courriel à: [oed@itto.int](mailto:oed@itto.int) avant le **4 septembre 2023 à 17 h 00 (heure standard du Japon)** au plus tard.

Pour en savoir plus, consulter la rubrique Annonces sur la page d'accueil de l'OIBT: [www.itto.int](http://www.itto.int)

## Réunions de l'OIBT

**13-17 novembre 2023**

**59<sup>e</sup> session du Conseil international des bois tropicaux et sessions associées des Comités**

Pattaya (Thaïlande)

Le Conseil international des bois tropicaux est l'organe directeur de l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT). Il se réunit une fois par an afin de discuter de questions très diverses ayant pour but de promouvoir la gestion durable des forêts tropicales et le commerce des bois tropicaux produits selon des pratiques durables. Les sessions du Conseil sont ouvertes aux délégués officiels et aux observateurs accrédités.

Info.: [www.itto.int/fr/events](http://www.itto.int/fr/events)

**21-22 novembre 2023**

**Forum mondial sur le bois de source légale et durable 2023**

Galaxy International Convention Center, R.A.S. de Macao (Chine)

Le Forum mondial sur le bois de source légale et durable vise à intensifier le réseautage, la collaboration et les échanges interentreprises entre les acteurs de la filière forêt-bois – à savoir producteurs, acheteurs, industrie de la transformation et acteurs du marché – dans l'objectif de promouvoir la gestion durable des forêts; mettre en place des chaînes d'approvisionnement en produits bois de source légale et durable; faciliter l'emploi et le commerce de produits bois de source légale et durable au sein d'un environnement commercial stable, transparent et prévisible; et contribuer au développement durable et à l'atténuation du changement climatique

**Voir l'annonce en page 27**

Info.: [www.itto.int/fr/events](http://www.itto.int/fr/events)

## Autres réunions

**22-26 août 2023**

**Septième Assemblée du FEM**

Vancouver (Canada)

Info.: [www.thegef.org/events/seventh-gef-assembly](http://www.thegef.org/events/seventh-gef-assembly)

**24-27 août 2023**

**26<sup>e</sup> Foire forestière internationale de Lucerne 2023**

Lucerne (Suisse)

Info.: [www.forstmesse.com/de/fuer-besucher](http://www.forstmesse.com/de/fuer-besucher)

**28-30 août 2023**

**Forum d'experts 2023 destiné aux utilisateurs producteurs et utilisateurs de données sur le changement climatique**

Genève (Suisse)

Info.: <https://unece.org/info/Statistics/Forests/events/375549>

**17-21 septembre 2023**

**Réunion commune des GT 07.02.13 et 07.02.03 de l'IUFRO: «Stratégies nouvelles et classiques pour gérer la santé forestière dans les plantations»**

Campo Grande (Brésil)

Info.: <https://eventos.galoa.com.br/secondiufrowpmeeting/page/2462-home>

**18-19 septembre 2023**

**Sommet 2023 sur les ODD**

New York (États-Unis)

Info.: [www.un.org/en/conferences/SDGSummit2023](http://www.un.org/en/conferences/SDGSummit2023)

**18-20 septembre 2023**

**Conférence 1.05 et 1.09 de l'IUFRO: «La sylviculture d'âge inégal: éclairages sur l'adaptation de la forêt en temps de changement climatique»**

Brno (République tchèque)

Info.: <https://iufro2023.idf.mendelu.cz/>

**20-22 septembre 2023**

**55<sup>e</sup> FORMEC et 7<sup>e</sup> Conférence sur l'ingénierie forestière (FEC): «Améliorer l'accès aux matériaux issus de forêts durables dans un monde aux ressources limitées»**

Florence (Italie)

Info.: [www.formec.org/](http://www.formec.org/)

**2-4 octobre 2023**

**Colloque de l'IUFRO sur l'enseignement forestier: «Fusionner théorie et pratique avec l'aide des outils numériques»**

Helsinki (Finlande) (en hybride)

Info.: [www.helsinki.fi/en/conferences/iufro-symposium-forest-education](http://www.helsinki.fi/en/conferences/iufro-symposium-forest-education)

**2-6 octobre 2023**

**30<sup>e</sup> session de la Commission forestière Asie-Pacifique: «Des forêts durables pour un avenir viable»**

Sydney (Australie)

Info.: [www.fao.org/events/detail/apfc-30](http://www.fao.org/events/detail/apfc-30)

**4-7 octobre 2023**

**3<sup>e</sup> Conférence mondiale sur les forêts au service de la santé publique**

Sherbrooke (Canada)

Info.: <https://iphcongress.org/>

**4-7 octobre 2023**

**25<sup>e</sup> Séminaire international sur le machinage du bois (IWMS-25)**

Nagoya (Japon)

Info.: <https://www.agr.nagoya-u.ac.jp/~mechbio/IWMS-25/index.html>

**12-16 octobre 2023**

**Réunion annuelle du FLARE 2023**

Nairobi (Kenya)

Info.: [www.cifor.org/event/flare-annual-meeting-2023/](http://www.cifor.org/event/flare-annual-meeting-2023/)

**15-18 octobre 2023**

**Conférence de l'ANZIF 2023: «S'ouvrir à notre patrimoine naturel: Art, science et techniques de gestion des forêts au service de toutes les valeurs»**

Tweed Heads (Australie)

Info.: [www.forestryconference.com.au/](http://www.forestryconference.com.au/)

**16-20 octobre 2023**

**2<sup>e</sup> Forum mondial sur les forêts urbaines: «Des villes plus vertes, plus saines et plus heureuses pour tous»**

Washington (États-Unis d'Amérique)

Info.: [www.worldforumonurbanforests.org/](http://www.worldforumonurbanforests.org/) Info.: <https://cfc2021.ubc.ca>

**17-19 octobre 2023**

**Conférence de l'IUFRO Amérique latine 2023: «Gestion durable des paysages: le rôle des forêts, des arbres, de l'agroforesterie et leurs interactions avec l'agriculture»**

Curitiba (Brésil)

Info.: <https://eventos.galoa.com.br/iufro-2023/page/2479-inicio>

**17-20 octobre 2023**

**Congrès Woodrise**

Bordeaux (France)

Info.: <https://woodrise-congress.com/>

**25-28 octobre 2023**

**Congrès national de la SAF: «La foresterie: c'est dans nos gènes»**

Sacramento (États-Unis)

Info.: [www.eforester.org/Safconvention2023](http://www.eforester.org/Safconvention2023)

**26-28 octobre 2023**

**Sommet des trois bassins d'écosystèmes de biodiversité et de forêts tropicales**

Brazzaville (Congo)

Info.: <https://thethreebasinsummit.com/>

**6-10 novembre 2023**

**77<sup>e</sup> réunion du Comité permanent de la CITES**

Genève (Suisse)

Info.: <https://cites.org/eng/sc/77>

**20-24 novembre 2023**

**Conférence du Groupe de travail 2.08.03 de l'IUFRO: «Améliorer la performance et la viabilité des plantations d'eucalyptus pour élargir leurs avantages»**

Colonia del Sacramento (Uruguay)

Info.: <https://iufroeucaaliptusuy2023.org/>

**30 novembre-**

**12 décembre 2023**

**Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP28 de la CCNUCC)**

Dubaï (Émirats arabes unis)

Info.: <https://unfccc.int/cop28>

**15-19 janvier 2024**

**Conférence internationale «Rôle et destin des écosystèmes forestiers dans un monde en évolution» et 31<sup>e</sup>**

Conférence biennale du Groupe de recherche 8.04 de l'IUFRO sur «la pollution atmosphérique et le changement climatique»

Bangkok (Thaïlande)

Info.: [www.iufro.org/fileadmin/material/science/divisions/div8/80400/bangkok24-1st-announcement.pdf](http://www.iufro.org/fileadmin/material/science/divisions/div8/80400/bangkok24-1st-announcement.pdf)

**10-12 avril 2024**

**Réunion 5 sur la politique forestière internationale (IFPM5)**

Helsinki (Finlande)

Info.: [www.helsinki.fi/en/conferences/international-forest-policy-meeting-5](http://www.helsinki.fi/en/conferences/international-forest-policy-meeting-5)

**13-16 mai 2024**

**Conférence internationale sur les récoltes lignicoles de rotation courte: «Le futur est vert: Intégrer récoltes lignicoles de rotation courte, agroforesterie et services écosystémiques pour des paysages durables et productifs»**

Columbia (Missouri)

Info.: [www.iufro.org/fileadmin/material/science/divisions/div1/10300/columbia-srwc-24-save-the-date.pdf](http://www.iufro.org/fileadmin/material/science/divisions/div1/10300/columbia-srwc-24-save-the-date.pdf)

**23-29 juin 2024**

**Congrès mondial de l'IUFRO 2024: «Forêts et société à l'horizon 2050»**

Stockholm (Suède)

Info.: <https://iufro2024.com/>

**21-23 août 2024**

**Réunion commune de la Division 7 de l'IUFRO: «Théorie et pratique dans la lutte contre les insectes défoliants, les nuisibles invasifs et la lutte biologique des insectes et pathogènes dans les forêts»**

Tokyo (Japon)

Info.: [www.iufro2024tokyodiv7.com/](http://www.iufro2024tokyodiv7.com/)

**17-21 mars 2025**

**Unité 1.01.04 de l'IUFRO: «Création de forêts et dynamique précoce de croissance»**

Rotorua (Nouvelle-Zélande)

Info.: [www.iufro.org/fileadmin/material/science/divisions/div1/10104/rotorua25-1st-announcement.pdf](http://www.iufro.org/fileadmin/material/science/divisions/div1/10104/rotorua25-1st-announcement.pdf)

